

C.N.C.A. – A.P.C.A.

BOURSE NUFFIELD FARMING SCHOLARSHIPS TRUST

1983

**LE ROLE DES STRUCTURES D'EXPLOITATION
ET DES ORGANISMES DE DEVELOPPEMENT
DANS L'EXPANSION DE L'AGRICULTURE BRITANNIQUE
CEREALIERE EN PARTICULIER**

COMPARAISON AVEC LA SITUATION FRANCAISE

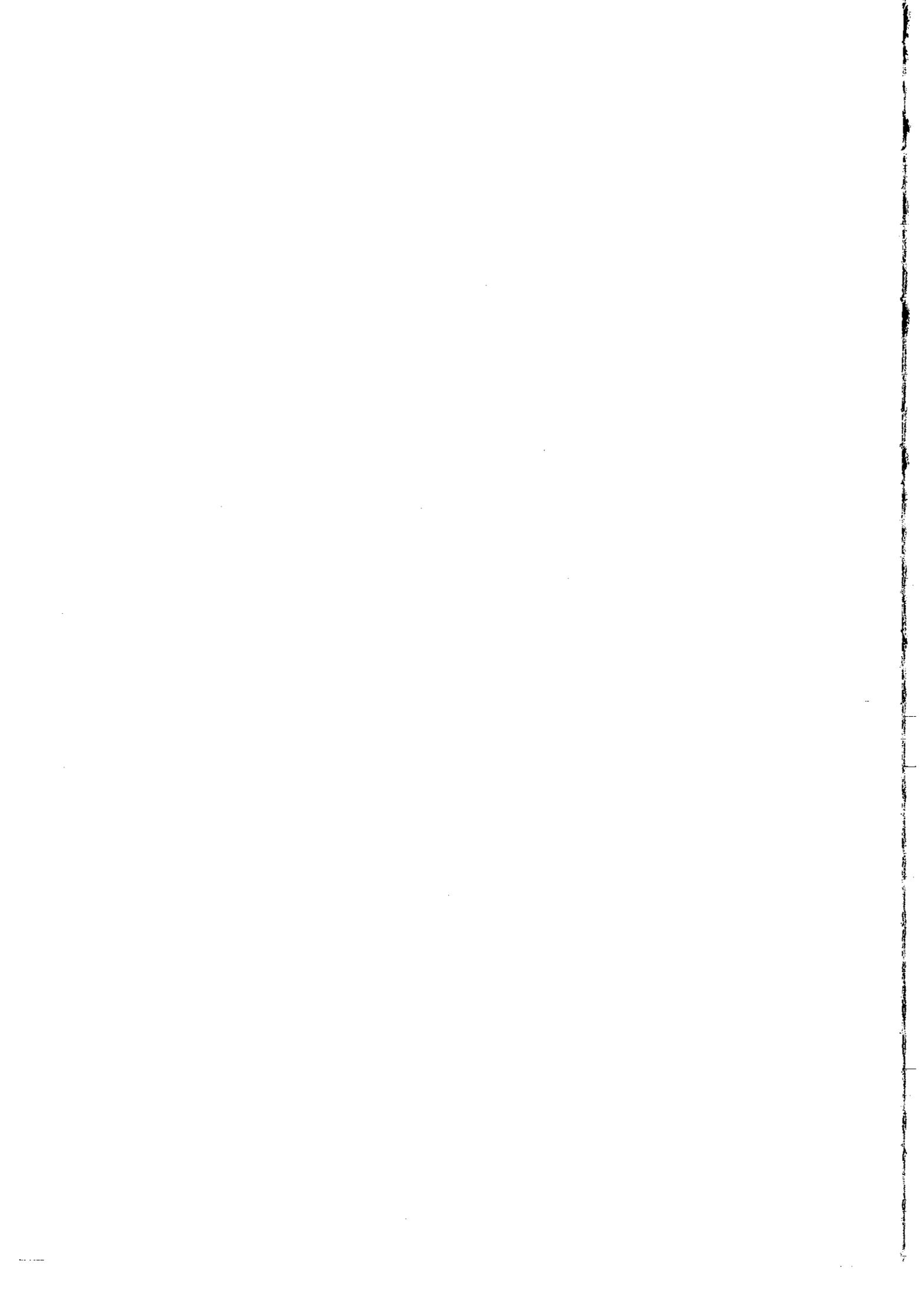


RAPPORT de Bruno de RUFFI de PONTEVES

REMERCIEMENTS

J'adresse mes sincères remerciements à toutes les personnes qui ont rendu possible mon étude. Au NUFFIELD FARMING SCHOLARSHIPS TRUST et en particulier à son Directeur, le Capitaine John STEWART, O.B.E., pour l'excellente organisation de notre programme d'étude en Angleterre et pour ses conseils judicieux et à son Président, M. John CYSTER, à leur épouse Mrs STEWART et Mrs CYSTER pour leur maison si accueillante. Merci également à tous les agriculteurs britanniques qui ont répondu sans se lasser et avec fair play à mes nombreuses questions et n'ont pas hésité à me montrer leurs installations. Un merci tout particulier à Christopher OLDER et à son épouse Judy ainsi qu'à Andrew BARTER et à son épouse Barbara, anciens boursiers Nuffield, pour la chaleur de leur accueil.

Cette étude en Angleterre n'a été possible que parce que mon ouvrier agricole, M. Joseph BUISSON a fait de son mieux pour faire tourner l'exploitation en mon absence. Merci à Dorine, mon épouse, qui a supervisé la marche de la ferme et s'est occupée des responsabilités familiales pendant mon séjour anglais. Et enfin, ma gratitude va à la Caisse Nationale de Crédit Agricole qui a financé ma bourse et à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture qui a coordonné mon programme avec NUFFIELD.



LA BOURSE DE NUFFIELD FARMING SCHOLARSHIPS TRUST

La Nuffield Farming Scholarships Trust est une organisation britannique qui permet à des agriculteurs de haut niveau, boursiers de différents pays, d'effectuer des stages et voyages d'étude dans des conditions exceptionnelles.

Le siège de l'organisation est situé à Agriculture House, c'est-à-dire au même endroit que la National Farmers' Union d'Angleterre, et sous le patronage du Duc de Gloucester.

L'organisation envoie chaque année des boursiers dans les pays du Commonwealth et reçoit au Royaume-Uni des boursiers du Canada, d'Australie, de Nouvelle-Zélande pour des stages de plusieurs mois. Le nombre de ces boursiers est très réduit : de 6 à 8 pour l'ensemble du Commonwealth.

La France participe à cette organisation depuis 1982. La Caisse Nationale de Crédit Agricole assure le financement de la bourse ; de son côté, l'A.P.C.A. fournit le secrétariat et assure l'organisation matérielle de l'opération : processus de sélection des candidats, publication du rapport de stage...

La formule s'adresse à des agriculteurs "de pointe" ou à de futurs responsables agricoles (hommes ou femmes) âgés de 28 à 40 ans, possédant une très bonne pratique de l'anglais et pouvant s'absenter de leur exploitation pendant plusieurs mois (la durée du stage au Royaume-Uni étant d'environ 5 mois).

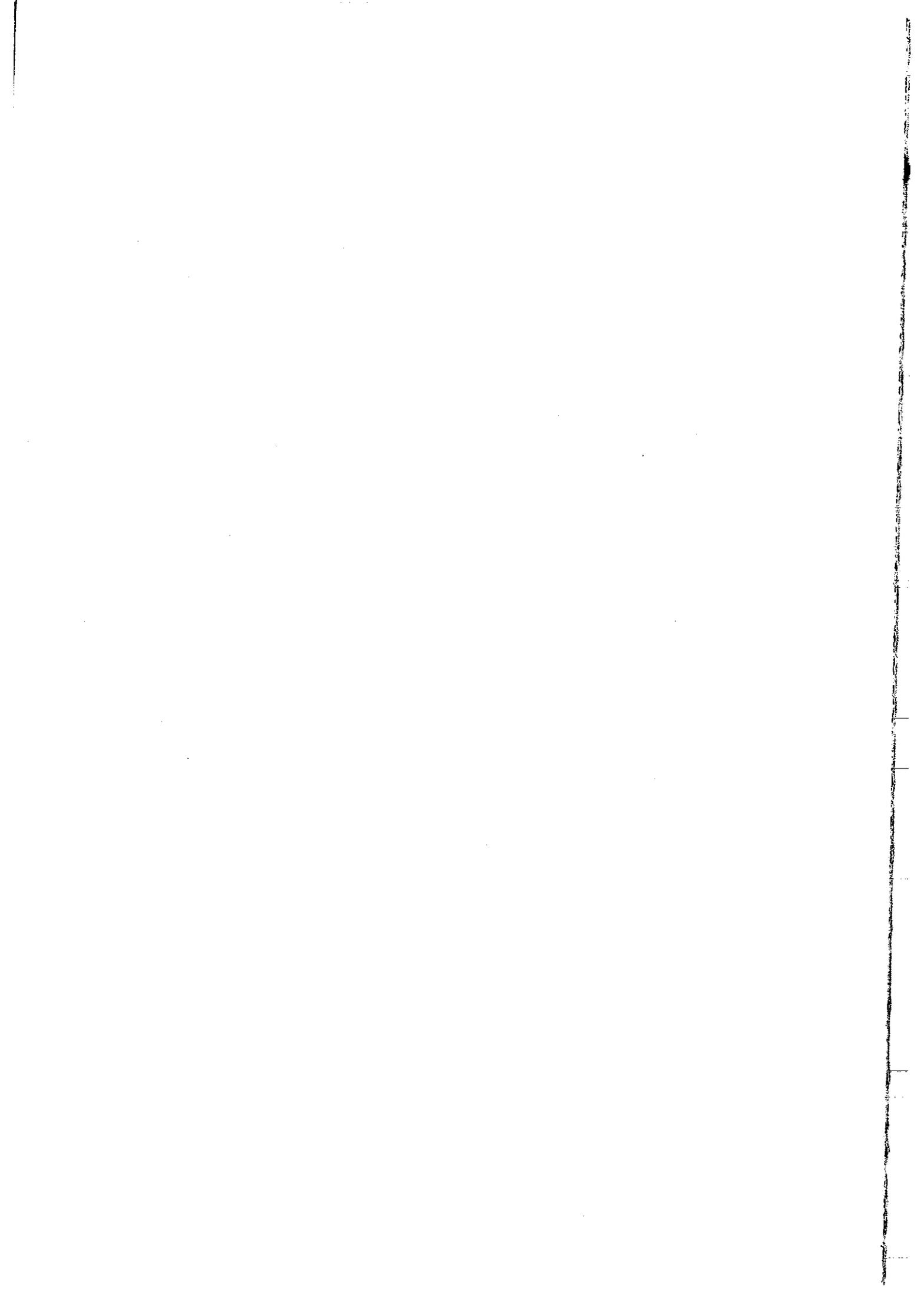
Les conditions réservées à ces boursiers sont assez exceptionnelles : voyages d'études, sessions de travail avec experts du Ministère de l'Agriculture, accueil dans des exploitations dirigées par d'anciens boursiers, déplacement à Bruxelles pour étudier le fonctionnement de la C.E.E. et voitures individuelles mises gracieusement à la disposition des participants.

En 1982, un premier stagiaire français a bénéficié de cette bourse qu'il a consacrée à l'étude de la production et de la consommation de plantes médicinales.

Pour 1983, c'est M. Bruno de RUFFI de PONTEVES qui en a bénéficié. Nous sommes heureux de présenter son rapport, espérant qu'il provoquera une réflexion des lecteurs, et suscitera de futures candidatures.

Nous rappelons que les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent que leur auteur.

Jean-CI. CLAVEL
Directeur des Affaires Européennes
et Internationales de l'A.P.C.A.



DEROULEMENT DE L'ETUDE NUFFIELD

L'étude comprend deux phases :

1. Un tronç commun groupant tous les boursiers étrangers : du 28 février au 20 avril 1983. Au cours de cette période, ont été rencontrés ou visités en Grande-Bretagne :

- les responsables de NUFFIELD
- l'Attaché Agricole à Londres représentant le pays de chacun des boursiers
- les responsables de la vulgarisation au Ministère de l'Agriculture (ADAS)
- le Syndicat Agricole britannique (NFU)
- le Centre d'études agricoles européennes de WYF College
- les principaux Instituts de Recherche Agronomique.

Au cours de cette phase ont eu lieu également :

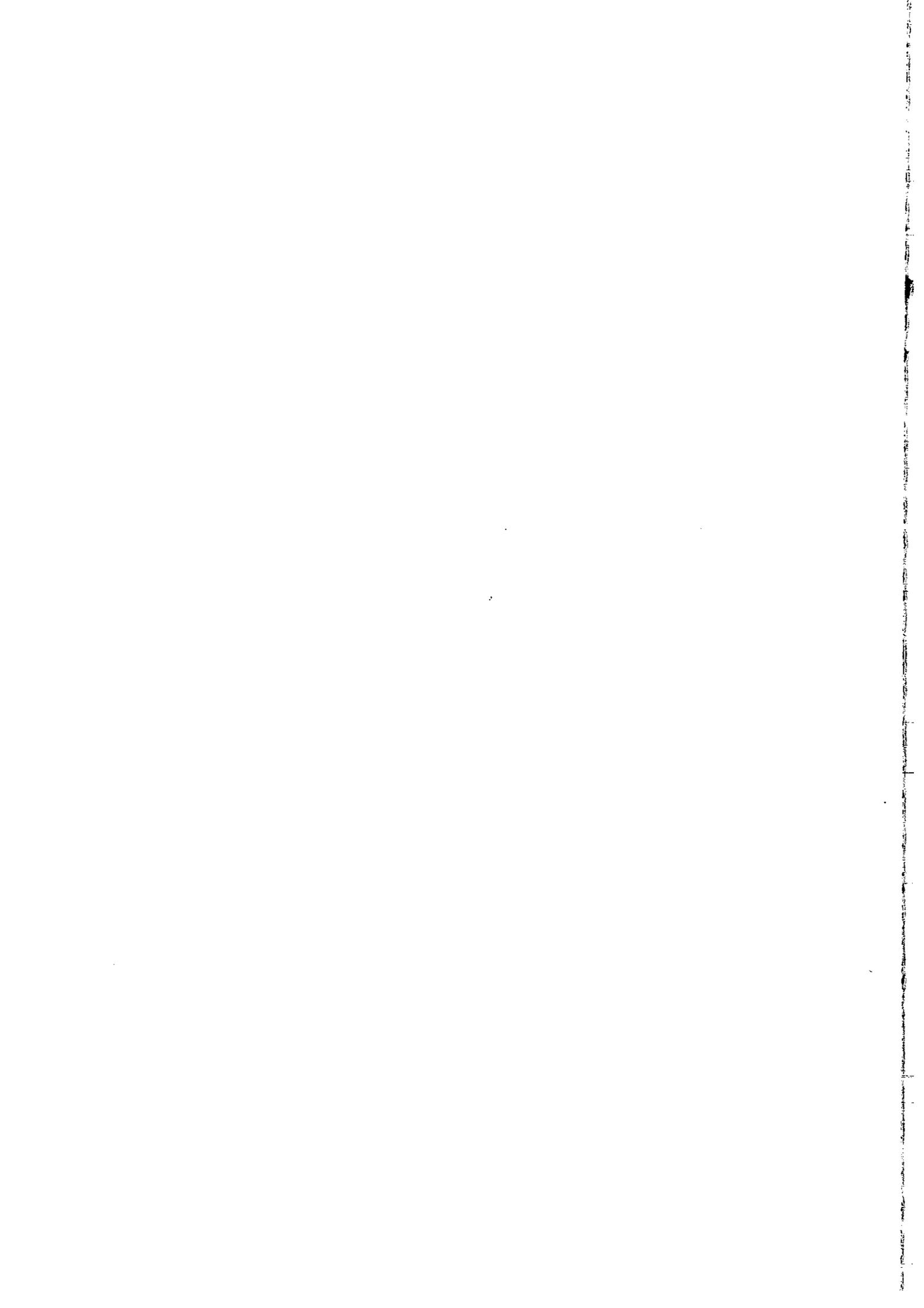
- Un voyage en France, au SIMA, en Champagne visite d'abattoirs coopératifs et d'agriculteurs céréaliers transformant eux-mêmes une partie de leurs céréales en viande ; puis en Belgique, visite d'agriculteurs, d'éleveurs et des institutions agricoles de la CEE à Bruxelles.

- Un voyage dans la région Nord de l'Angleterre : visites d'exploitations intégrant en général élevage et agriculture, visite d'abattoirs, de laiteries, d'un Collège régional d'agriculture, de l'Université de Newcastle-Upon-Tyne.

2. Une phase d'étude individuelle comprenant un séjour d'une semaine chez un agriculteur. Pour ma part, M. Andrew BARTER m'a accueilli. Il dispose d'un verger d'une cinquantaine d'hectares. Il produit des pommes à couteau, des fraises et des cassis. Les consommateurs sont invités à venir cueillir sur place ces différents fruits (self service "pick your own"). M. BARTER fabrique également des jus de pomme et de mélange pommes-cassis pasteurisés et embouteillés par lui-même.

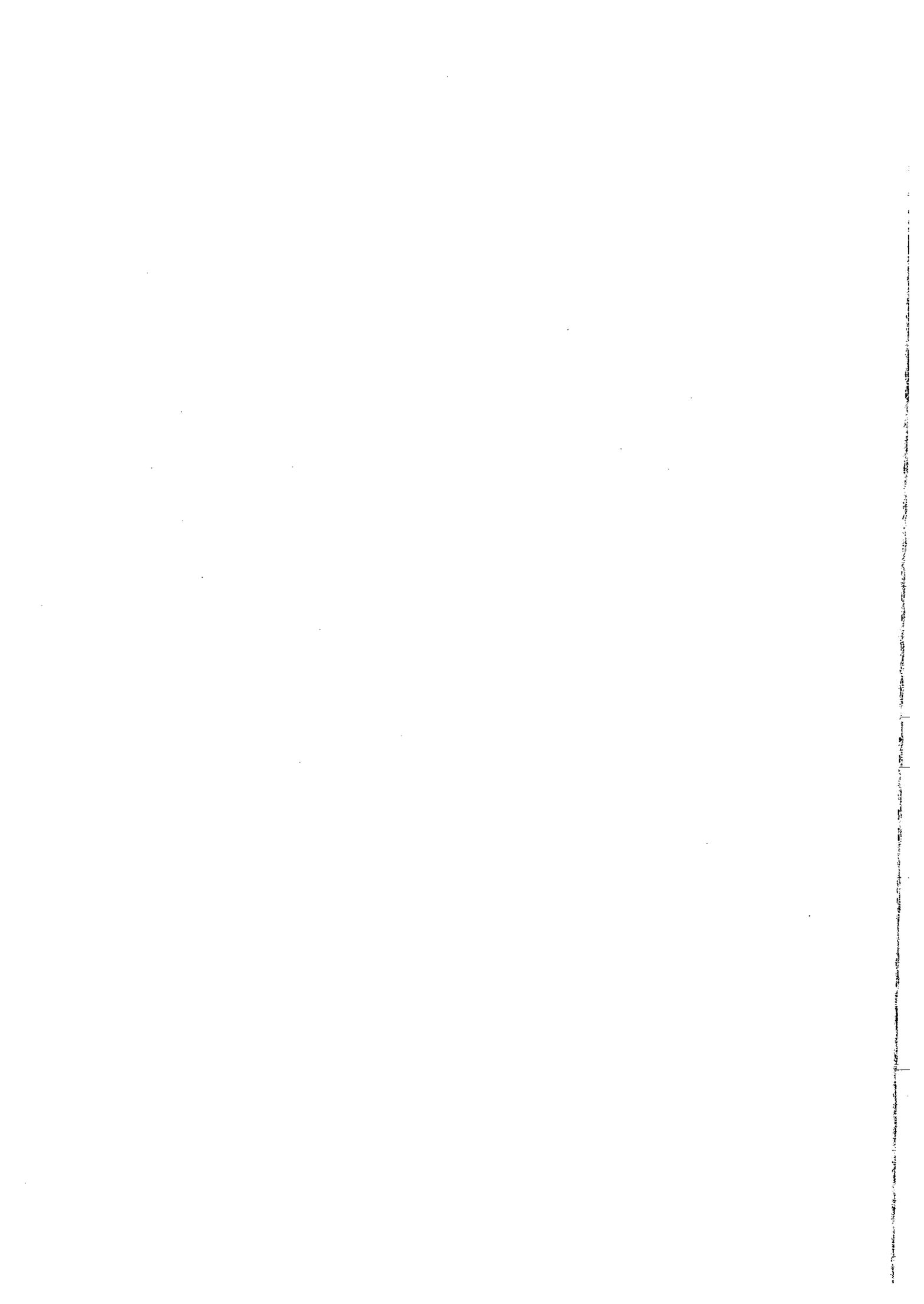
Puis les deux mois suivants ont été utilisés à rencontrer, pour ma part, des agriculteurs réputés pour leurs bons résultats céréaliers, des producteurs de légumes de plein champ, enfin des producteurs céréaliers ayant monté des élevages de volailles ou de taurillons d'embouche. J'ai aussi visité différentes organisations qui n'ont pas en principe d'équivalent sur le continent (voir ci-dessous chapitres D et E en particulier).

A la fin de cette phase, début juillet, tous les boursiers se sont retrouvés à STONELEIGH pour assister ensemble au Salon de l'Agriculture britannique qui clôture officiellement la Bourse NUFFIELD.



LISTE DES BOURSIERS 1983

- Timothy R. HUTCHINGS, 38 ans, Australien, 1.1.84 ha de polyculture - Elevage de boeufs et moutons
 - Bruce SCOTT, 39 ans, Australien - 5.400 ha de polyculture et élevage de moutons
 - Robert D. LINELL, 42 ans, Canadien, 323 ha de cultures céréalières
 - Richard MELVIN, 27 ans, Canadien, 320 ha de cultures de légumes et de céréales
 - Denis W. MARSHALL, 39 ans, Néo-Zélandais, 263 ha de cultures et élevage de boeufs et moutons
 - Robert M. NELSON, 42 ans, Néo-Zélandais, 204 ha, éleveur de vaches laitières, de veaux et moutons
 - Mike C. CHRISTIAN, 34 ans, du Zimbabwe, 454 ha de polyculture et élevage de vaches laitières
 - Philip E. ROGERS, 33 ans du Zimbabwe - 7.284 ha de pâtures - troupeau reproducteur - boeufs - moutons et chevaux - poulets
 - et moi-même, 44 ans, 120 ha de cultures légumières - betteraves à sucre, maïs, blé en Eure et Loir.
-



S O M M A I R E

A. INTRODUCTION

B. LES CARACTERISTIQUES DE L'AGRICULTURE BRITANNIQUE

1. Occupation du sol
2. Structure des exploitations
3. La population agricole
4. Les revenus agricoles
5. Les structures du développement agricole
6. Recherche et développement

C. L'EXPANSION CEREALIERE

1. Des variétés bien adaptées
2. Une meilleure connaissance de la physiologie du blé et un système de vulgarisation efficace

D. L'ASSOCIATION DES CONSULTANTS INDEPENDANTS

E. LA SOCIETE VELCOURT LTD

F. AUTRES CARACTERISTIQUES DE L'AGRICULTURE BRITANNIQUE

1. Niveau de prix
2. Micro-informatique
3. Presse - radio - télévision
4. L'association des agriculteurs auto-suffisants

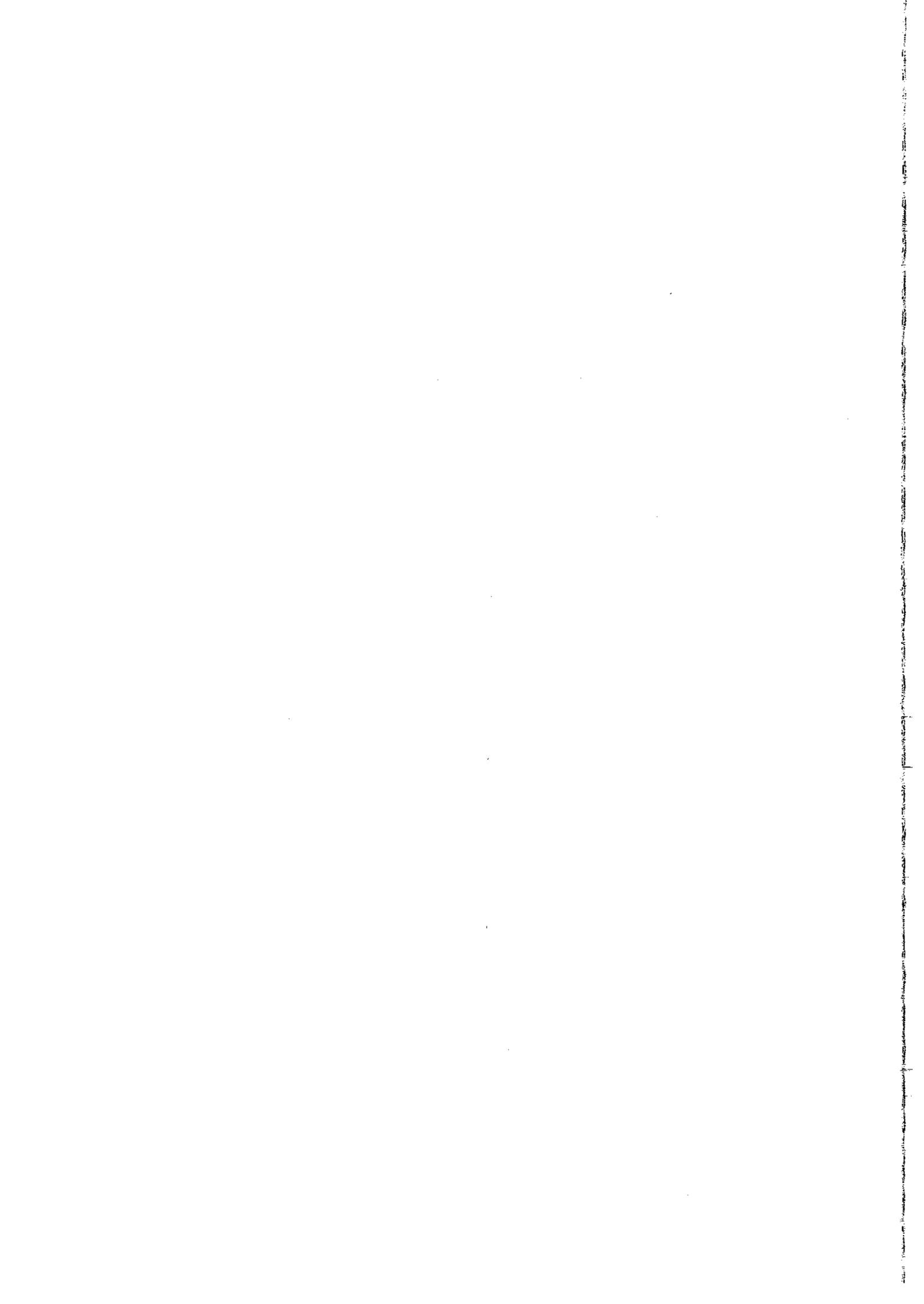
G. CONCLUSION

- Bibliographie

- Abréviations utilisées

- ANNEXE 1 : Organismes agricoles du Royaume-Uni

- ANNEXE 2 : Etablissements de recherche et de développement agricoles.



A. INTRODUCTION

=====

De nombreux articles de presse ont déjà rendu compte des discussions parfois houleuses ayant éclaté entre la Grande-Bretagne et la Communauté Européenne, qu'il s'agisse de la contribution britannique au budget européen ou du désir fréquemment exprimé par les consommateurs d'Outre-Manche de voir maîtriser l'influence de la PAC responsable, selon eux, du coût élevé des produits alimentaires. C'est pourquoi, ces aspects bien connus et fréquemment ramenés au premier plan de l'actualité, aussi bien que les relations privilégiées que le Royaume-Uni entend maintenir avec le Commonwealth, ne seront pas abordés dans ce rapport. Celui-ci vise surtout à encourager les responsables français et anglais à ne pas s'arrêter aux dissensions, bien connues maintenant entre nos deux pays, mais à faire preuve d'une curiosité intelligente leur permettant de faire adopter ce qu'il y a de meilleur chez l'autre et de réfléchir aux conséquences des évolutions que l'on peut déjà percevoir des deux côtés de la Manche.

N'est-il pas regrettable, par exemple, que les agriculteurs français pratiquent l'amalgame entre les positions officielles du gouvernement du Royaume-Uni et celles de ses agriculteurs et aillent dénoncer la mauvaise foi de leurs homologues britanniques, alors que dans les campagnes ces derniers doivent résoudre des problèmes très semblables aux nôtres et pourraient devenir nos meilleurs alliés pour obtenir ensemble qu'une juste place soit faite aux agriculteurs d'Europe ?

Le regroupement des forces paysannes franco-britanniques au lieu des vaines querelles auxquelles elles se livrent en quasi-permanence, ne serait-il pas approprié alors que nous savons tous que le poids politique des agriculteurs de la CEE ira en diminuant et que le maintien du revenu agricole sera de moins en moins une priorité, compte tenu de la nécessité de fournir de la nourriture à bon marché aux travailleurs des autres secteurs en crise ? N'avons-nous pas tous conscience que le pouvoir des consommateurs d'une part, et la nécessité d'exporter nos surplus sur les marchés mondiaux d'autre part forceront à la baisse les cours des produits agricoles dans les années prochaines et contraindront les agriculteurs à faire de leur coût de revient leur priorité n° 1 ?

Malgré quelques signes d'interventionisme, en matière de baux ruraux par exemple, et malgré un service de vulgarisation dépendant directement du Ministère (ADAS), ce qui m'a le plus frappé au Royaume-Uni, c'est la très grande liberté d'entreprendre laissée à chaque agriculteur britannique. Compte tenu des contradictions de plus en plus évidentes dans lesquelles se débat l'agriculture française, après des années d'interventionnisme et de concertation avec les Pouvoirs Publics, n'est-il pas opportun de regarder sans préjugé les résultats obtenus par une agriculture voisine à tendance libérale et qui compte bien peser de tout son poids dans les futures négociations européennes ?

Le rapport suivant, qui n'engage que ma seule responsabilité, veut résumer les réactions de l'agriculteur de dimension moyenne que je suis, devant les spécificités de l'agriculture britannique et démontrer que cette dernière se trouve dans sa diversité et sa redoutable efficacité, bien armée pour répondre rapidement aux sollicitations des marchés.

Les agriculteurs britanniques m'ont paru plus conscients que nous du fait que ce sont l'existence et l'expansion de marchés extérieurs qui vont conditionner à terme le revenu agricole. Leur principale préoccupation semble être de développer un instrument de production efficace, capable de conquérir des marchés. Leur action découle directement d'une analyse économique en profondeur de la situation alimentaire internationale.

Au même moment, l'agriculture française s'est assignée de nombreux objectifs et mis en place une kyrielle d'organismes publics, semi-publics ou professionnels chargés de canaliser et d'encadrer toutes les actions, comme s'il y avait un consensus dans la profession sur les objectifs à poursuivre et les moyens à mettre en oeuvre, et comme s'il était normal que ce soit le gouvernement qui en dernier ressort fixe le niveau de revenu des agriculteurs, au même titre que les subventions à la sidérurgie, ou à l'automobile par exemple. Si les objectifs fixés à l'agriculture française sont inspirés en général par d'excellents sentiments : contrôle des structures d'exploitation, péréquations opérées entre productions et entre régions, fiscalité et crédit différenciés, la trop grande diversité des objectifs s'est traduite par un manque de cohérence de la politique agricole poursuivie depuis 20 ans : il est fréquent de trouver dans le même discours d'hommes politiques ou de responsables professionnels, des éléments contradictoires tels que l'apologie des exportations agricoles et le maintien volontaire de nombreux paysans sur des surfaces trop étroites. Il y a certainement eu trop d'espoirs placés dans le contrôle des structures et pas suffisamment dans la formation technique, économique et commerciale des agriculteurs français.

Quel dommage que l'excellent ouvrage de Pierre LE ROY "Le Problème Agricole Français" n'ait pas fait plus de bruit dans les campagnes françaises. Ce petit livre fait courageusement, brièvement mais clairement le point de la situation en identifiant lucidement les seules voies encore ouvertes à l'agriculture et décrivant les efforts d'adaptation qui s'imposent. C'est en tout cas à peu près celles vers lesquelles s'orientent aussi bien les agriculteurs britanniques que la C.E.E. Elles visent à adapter l'agriculture européenne aux réalités non plus nationales mais mondiales. Les conséquences à terme qu'elles impliquent n'ont pas assez modifié l'attitude des agriculteurs français qui continuent à croire que "plus" sera possible pour tous.

Pourquoi la réflexion des agriculteurs français a-t-elle si peu progressé depuis 20 ans ? Comme Pierre LE ROY l'a dit "la définition de la politique agricole requiert plus que jamais la réflexion de tous : chercheurs, universitaires, fonctionnaires, responsables politiques, responsables agricoles sans oublier les agriculteurs eux-mêmes."

Est-ce rêver que de souhaiter que cette redéfinition se fasse en liaison étroite avec les Britanniques qui donnent chaque jour la preuve de leur dynamisme et qui, compte tenu de la faible part de leur agriculture "sociale", peuvent se permettre d'avoir une réflexion beaucoup plus économique que celle des agriculteurs français ?

Malgré des liens étroits avec les différentes Universités, les agriculteurs anglais disposent de beaucoup moins d'idéologues que leurs homologues français, et de beaucoup moins d'organismes pour les assister. Ceux qui ont choisi le métier d'agriculteur s'efforcent d'être efficaces et essaient de s'adapter aux conditions des marchés. Mais ils n'ont pas, comme en France, à subir des entraves à la libre initiative.

Mon désir est de convaincre mes collègues français et leurs responsables que le Royaume-Uni, qui reste un grand pays industriel, ne se désintéresse pas de son agriculture et que son entrée dans la C.E.E. s'est traduite par des progrès décisifs qui en font dès à présent un grand pays agricole : qu'il s'agisse des domaines laitier, ou céréalier, et de la viande ou de l'horticulture.

Que l'on sache en France que la curiosité amicale que je préconise à l'égard de la grande nation agricole qu'est la Grande-Bretagne est en train de devenir réalité dans l'autre sens : l'achat d'une exploitation agricole par le journal anglais *Farmers Weekly* va permettre à un jeune couple anglais de venir gérer un troupeau de 100 vaches laitières et d'informer les lecteurs du journal des conditions de vie des éleveurs français (prêts, structures de développement, prix, subventions etc...).

Avant de renégocier la PAC, et de traiter à nouveau nos partenaires "d'hypocrites", commençons nous aussi par les connaître.

B. LES CARACTERISTIQUES DE L'AGRICULTURE BRITANNIQUE

1. Occupation du sol

78 % du territoire britannique sont utilisés par l'agriculture ; le reste représentant des montagnes incultes, des forêts, des villes et des installations industrielles. D'après le recensement de juin 1979, l'occupation du territoire était la suivante (en milliers d'hectares) :

Tableau I - Occupation des sols

	<u>Grande-Bretagne</u>	<u>France</u>
Blé	1.317	3.966
Orge	2.347	2.815
Autres céréales dont maïs	180	2.774
<u>Total céréales</u>	3.898	9.555
Pommes de terre	203) 1.151
Betteraves à sucre	214	
Houblon	6	-
Horticulture	275	309
C. fourragères	245	5.309
Colza	74	330
Autres	76	759
sous-total	1.093	7.858
<u>Total terres cultivées</u>	4.991	17.413
Prairies	7.017) 12.903
Pâturages maigres	6.337	
Autres	485	1.843
sous-total	13.839	14.746
<u>SAU</u>	18.830	32.159

La Grande-Bretagne possède 12 millions d'hectares de terres cultivées ou occupées par des pâturages de qualité. La proportion de pâturages maigres (consacrés à l'élevage et plus particulièrement à celui du mouton) varie considérablement d'une région à l'autre : 10 % dans le sud de l'Angleterre, 20 % en Irlande du Nord, 33 % au Pays de Galles et 75 % en Ecosse.

L'agriculture britannique se caractérise par la prépondérance de l'élevage : 60 % des exploitations à plein temps se consacrent principalement à la production laitière ou à l'élevage des boeufs et des moutons ; 17 % font uniquement de la culture, et les autres se consacrent soit à la polyculture-élevage, soit à l'élevage porcin, à l'aviculture ou à l'horticulture. Les régions qui s'adonnent principalement à la culture se trouvent à l'est du pays, où la pluviométrie est moins élevée : l'East Anglia - le Kent - le Lincolnshire et l'Humberside. De même, à l'est de l'Ecosse, dans ses parties les plus basses. Un système de drainage très complexe a été mis en place au XIX^e siècle pour mettre en valeur les terres organiques ou marécageuses (Fens) de faible altitude qui pratiquent l'horticulture avec succès et ont de nombreux points communs avec la Hollande agricole. (Infrastructure construite par des Hollandais - nombreux immigrés en provenance de Hollande et échanges commerciaux fréquents avec ce pays).

2. Structure des exploitations

Les bouleversements sociaux qui se sont produits au XX^e siècle ont complètement modifié la physionomie de la vie rurale en Angleterre et en Ecosse. Mais c'est surtout la fiscalité et en particulier les droits de succession qui ont contribué à l'achat par les agriculteurs de terres ayant longtemps appartenu à l'aristocratie. Comme en France, malgré l'absence de droit de préemption, les exploitations vendues ont souvent été achetées par les fermiers qui les exploitaient. A l'heure actuelle, environ 65 % des exploitations d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Ecosse appartiennent en totalité ou en partie à ceux qui les exploitent contre la presque totalité en Irlande du Nord où le gouvernement a aidé les agriculteurs à acheter leur ferme entre 1870 et 1925. Mais le maintien du droit d'aînesse en matière successorale a contribué au maintien de structures d'exploitations importantes.

Il existe en Grande-Bretagne seulement 250.000 exploitations agricoles dont 50 % ont une très petite surface. Ces dernières sont généralement exploitées à temps partiel et ne fourniraient que 10 % de la production.

Parmi les exploitations à plein temps, on compte environ 30.000 exploitations importantes (employant 4 hommes ou davantage) qui sont responsables de plus de 50 % de la production. 45.000 sont de taille moyenne (2 à 3 ouvriers) et 50.000 sont considérées comme petites (agriculteurs travaillant seuls ou avec l'aide d'un ouvrier).

Les gouvernements qui se sont succédés, qu'ils soient conservateurs ou travaillistes n'ont pas découragé les fusions d'exploitations dans l'espoir de constituer des exploitations viables. La contenance moyenne des exploitations à plein temps de Grande-Bretagne est de 113 hectares (cultures, herbages, et pâturages maigres) et de 68 hectares en tenant compte de toutes les exploitations, à temps partiel comme à plein temps.

Tableau II - Comparaison des structures d'exploitation britanniques et françaises

Dimensions des exploitations	Grande-Bretagne 1980				France 1980			
	Nombre	%	surface 000 ha	%	Nombre	%	surface 000 ha	%
1 à < 5 ha	29.500	11,8	83	0,5	234.000	20,6	620	2,2
5 à < 10 ha	31.300	12,5	230	1,3	165.000	14,5	1215	4,2
10 à < 20 ha	39.900	16,0	580	3,4	240.000	21,2	3550	12,3
20 à < 50 ha	67.800	27,1	2230	13,0	345.000	30,4	10960	38,0
plus de 50 ha	81.500	32,6	14000	81,8	151.000	13,3	12500	43,3
TOTAL	250.000	100,-	17123	100,-	1135.000	100,-	28845	100,-

Ce tableau fait ressortir les contrastes entre les structures des exploitations britanniques et françaises : pour une population totale supérieure à celle de la France, la Grande-Bretagne dispose de presque 5 fois moins d'exploitations. Et encore, la moitié d'entre elles sont à temps partiel. La surface moyenne de toutes les exploitations à plein temps comme à temps partiel, de 68 hectares en Grande-Bretagne, se compare à 24,5 ha en France.

Mais si l'on examine la situation en matière de superficie totale et si l'on accepte l'idée que ce sont essentiellement les exploitations qui font plus de 20 hectares qui conditionnent le potentiel futur de l'agriculture, ce tableau montre que les exploitations de plus de 20 hectares couvrent 16 millions d'hectares en Grande-Bretagne contre seulement 22 millions en France.

Pour moderniser son agriculture et assurer à terme son efficacité, la Grande-Bretagne doit stimuler 150.000 exploitations et la France 500.000.(1) Le potentiel de surface de ces exploitations françaises ne représente que 130 % du potentiel britannique. La surface moyenne correspondante est de 108 hectares au Royaume-Uni contre seulement 47 en France.

La France doit également prendre en compte l'avenir social de 640.000 petits agriculteurs exploitant 5 millions d'hectares contre 90.000 en Grande-Bretagne, en général à temps partiel, sur 900.000 hectares.

Les raisons historiques de l'évolution différente des structures d'exploitations agricoles sont :

- à partir du XIX^e siècle, un développement industriel plus précoce et plus important en Grande-Bretagne qui a entraîné un fort exode rural.

./.

(1) Le chiffre de 20 hectares retenu ici a le défaut d'ignorer les petites exploitations très intensives qui font du maraîchage, des vergers ou des ateliers hors sols qui existent d'un côté comme de l'autre.

- une tradition de nourriture à bon marché, en provenance de l'empire colonial britannique pendant plus d'un siècle. Il en est résulté de nombreuses crises agricoles qui ont d'autant plus accéléré les départs des ruraux vers les villes. Les deux périodes qui font exception, jusqu'à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE, ont été les deux guerres mondiales au cours desquelles la production nationale de nourriture a été systématiquement encouragée, à la suite de la création d'un Ministère de l'Alimentation.

- un syndicalisme paysan (NFU) se présentant officiellement comme un groupe de pression chargé de présenter au public et aux hommes politiques les dossiers agricoles, mais ne s'estimant pas responsable de l'évolution des structures.

Dans les deux pays, les surfaces d'exploitation progressent grâce à des regroupements d'exploitations opérés à l'occasion du départ à la retraite d'agriculteurs âgés, même si la France a volontairement freiné cette évolution. En France, en effet, les organisations professionnelles et l'administration semblent convaincues qu'une population agricole nombreuse est un atout, qu'un exode trop prononcé vers les villes entraînerait le "désert français". Aussi ont-elles proposé des lois, des règlements qui contrôlent l'évolution et mis en place des organismes et des commissions mixtes chargées de canaliser et de surveiller la disparition et l'agrandissement des exploitations. Elles ont certes réussi à éviter ce qui est fréquent Outre-Manche, à savoir la cohabitation d'immenses exploitations avec de minuscules surfaces où les agriculteurs n'ont d'autres ressources que de travailler à l'extérieur.

A ce sujet, on peut se demander comment les agriculteurs anglais ont réussi à atteindre un certain consensus concernant l'avenir de l'agriculture et pourquoi il ne semble pas y avoir d'amertume parmi les petits exploitants agricoles qui voisinent avec des exploitations beaucoup plus importantes. Peut-être est-ce parce que les règles du jeu sont simples et connues de tous. Achète celui qui veut et surtout qui peut. Des situations comme celles qui existent en France où même avec des capitaux il est impossible de trouver une exploitation sont là-bas inconnues. Avec des capitaux, on finit toujours par avoir gain de cause au Royaume-Uni. Peut-être est-ce aussi parce que la formation des enfants d'agriculteurs leur permet plus facilement qu'en France de faire autre chose, en dehors de l'agriculture.

En tout cas, l'occupation de l'espace britannique est là pour démontrer qu'exode rural n'est pas synonyme de désert : la répartition de la population en dehors des grands centres industriels tels que Manchester et Leeds, est beaucoup plus homogène qu'en France. Il n'est pas rare de trouver dans la moitié sud de l'Angleterre, dans de petits villages, des avocats ou des comptables ou encore des usines en rase campagne, à proximité des grands axes routiers. Malgré un nombre d'agriculteurs beaucoup plus faible qu'en France, le territoire britannique, même en zones rurales, reste toujours relativement peuplé et la vie de tous les jours y est plus animée.

Quelle que soit la région où l'on se trouve, on rencontre des agriculteurs proposant des fruits ou des légumes à cueillir sur place (Pick your own), ce qui prouve qu'il y a toujours une densité minima de population non-agricole permettant des échanges commerciaux réguliers, sans intermédiaires directement du producteur au consommateur. Mais avant de discuter plus avant de ce problème, il est bon de regarder les chiffres concernant la population agricole.

3. La population agricole

En 1981, 1.900.000 personnes avaient en France une activité agricole prédominante, contre 520.000 en Grande-Bretagne. Cela représentait 8,6 % de la population active en France contre 2,8 % en Angleterre. En France, seulement 19 % de cette population active agricole étaient salariés, contre 56 % en Grande-Bretagne. Sans doute faut-il voir dans le plus grand rôle dévolu au salariat agricole en Grande-Bretagne qu'en France une conséquence du caractère plus libéral et plus capitaliste de l'agriculture.

Comme en France, la population active agricole évolue rapidement. Entre 1960 et 1980, elle a diminué de 4 % en France et de 2,7 % au Royaume-Uni. Même si l'évolution s'est ralentie en Grande-Bretagne, la tendance est la même : d'ici 20 ans, il ne restera que 44 % de la population active actuelle en France et 58 % en Grande-Bretagne. Dans les deux pays, le vieillissement de ces populations suggère que cette évolution pourrait même s'accélérer.

Le cas britannique est d'autant plus intéressant pour nous Français qu'il pourrait préfigurer les structures agricoles de demain : un nombre beaucoup plus faible d'agriculteurs sur des surfaces plus importantes. Ces faits sont déjà inscrits dans les chiffres, même si ce n'est qu'à long terme, compte tenu de la lenteur de l'évolution foncière.

C'est partant d'un tel constat que les Britanniques se préoccupent essentiellement de dynamiser leurs agriculteurs, tous leurs agriculteurs. On ne donnera qu'un exemple : de nombreux hangars agricoles ont été bâtis ces dernières années dans le cadre du FHDS : "Farm Horticultural Development Scheme". Ce programme de six ans permet à n'importe quel agriculteur de toucher une subvention qui peut atteindre 100.000 £, quelle que soit la dimension de l'exploitation (25 % proviennent de Bruxelles, le reste du Ministère). De nombreux hangars, calorifugés pour certains, ont été construits pour stocker pommes de terre, oignons, choux de Bruxelles ou tout simplement des grains. Etant de conception moderne, ils pourraient facilement être reconvertis en bâtiments d'élevage.

Quand on sait que les agriculteurs britanniques ont des avantages fiscaux que leur envieraient les Français s'ils les connaissaient, tels que :

- l'absence d'impôt foncier (seuls existent les droits de mutation et l'impôt sur les plus-values) ;

- la possibilité d'amortir sur une seule année la totalité de leurs investissements en matériel - ou encore la possibilité d'écrêter leur revenu sur 3 ans - ou enfin la possibilité de déduire 17 % de leurs revenus pour se constituer une retraite, on réalise que la Grande-Bretagne a décidément toute chance de se retrouver d'ici quelques années avec des exploitations ayant un très grand potentiel, aptes à contrôler leurs coûts de revient, grâce à des économies d'échelles, à des bâtiments mieux adaptés, à une fiscalité ne décourageant pas systématiquement les investissements.

Si l'on ajoute que la Grande-Bretagne importe plus de produits en provenance d'Europe qu'elle n'en exporte, le coût du fret qui est de £ 30/T de la Hollande vers le Royaume-Uni, tombe à £ 15 dans le sens inverse, on peut mesurer le rôle que la Grande-Bretagne pourrait prendre dans certains domaines spécialisés (horticulture, conserverie) dès lors qu'elle serait devenue auto-suffisante (le taux global d'auto-provisionnement est passé de 50,1 % en 1970 à 58,5 en 1979).

On verra plus loin que, par exemple, le Royaume-Uni, longtemps importateur, a exporté environ 6 millions de tonnes de céréales en 1982.

4. Revenus agricoles

A ce stade de la discussion, il aurait été intéressant de pouvoir comparer les revenus agricoles moyens et surtout leur évolution - F.N.S.E.A. comme N.F.U. disposent des chiffres nécessaires. Le temps et les moyens ne m'ont pas permis de rassembler ceux-ci. Je ne donnerai donc que des impressions.

La Grande-Bretagne se retrouve aujourd'hui avec un potentiel répondant mieux aux contraintes de l'agriculture moderne. Elle est assurée de pouvoir prétendre jouer un rôle de premier plan dans l'Europe agricole, tandis que les Français écartelés entre le désir de moderniser et de faire survivre les plus petits autant que faire se peut, subiront de plus en plus le poids de leurs contradictions internes. L'apparente prospérité et le dynamisme évident des entreprises chargées au Royaume-Uni de fournir à l'agriculture biens (phytosanitaires, engrais, machines) et services (conseils techniques, financiers, commerciaux) pourraient venir du fait que ces entreprises ont à faire à des agriculteurs moins nombreux mais dont les moyens sont supérieurs et les prévisions d'achat et d'investissement sont mieux définies. Nous verrons plus loin certains exemples d'Outre-Manche (Chapitres D, E et F).

Dans le même temps, en France, il est certain que des agriculteurs de plus en plus nombreux connaissent des difficultés croissantes, que leurs exploitations soient importantes ou de faibles dimensions. La situation n'est pas saine non plus pour les fournisseurs de l'agriculture. Il suffit de mentionner par exemple le secteur de l'irrigation où différentes sociétés se succèdent ou fusionnent à un rythme frénétique pour comprendre que l'évolution en cours n'est saine ni pour ces entreprises, ni pour les agriculteurs qui font finalement les frais de ces cascades commerciales et industrielles.

La situation n'est pas plus saine au niveau des concessions de machines agricoles. Le seul secteur que les Britanniques nous envient, semble-t-il, est celui des coopératives qui parvient à rester proche des besoins des agriculteurs français et à contrebalancer l'influence du secteur privé (exception faite du secteur des oeufs, qui repose plus encore sur les coopératives Outre-Manche qu'en France).

5. Les structures du développement agricole

L'ADAS (Agricultural Development and Advisory Service) du Ministère de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation est le résultat de la fusion en 1971 de 5 services : service de l'agriculture, service scientifique, service des terres, service de drainage et service vétérinaire.

L'ADAS est responsable de la vulgarisation auprès des agriculteurs. Il est aussi chargé d'animer 21 exploitations expérimentales. Un centre de vulgarisation et de développement à Reading s'occupe de la stratégie appliquée en matière d'animation rurale et des méthodes de diffusion des conseils. Ce système a l'avantage de permettre des contacts étroits et permanents entre l'administration et la profession, alors qu'en France l'administration est regardée comme un corps exogène, faisant peut-être son travail avec conscience, mais n'ayant plus aucun rapport avec les préoccupations des agriculteurs, que ce soit dans le domaine technique ou financier.

De plus en plus d'agriculteurs ne regardent-ils pas en France les services rattachés aux DDA comme essentiellement responsables des relations avec la technocratie parisienne dont les préoccupations leur sont étrangères ? Même s'ils savent que le financement des organismes de développement (SUAD) rattachés aux Chambres d'Agriculture, provient surtout de prélèvements effectués sur leur récolte (taxe FNDA et actions céréalières par exemple) ou des taxes foncières additionnelles qu'ils doivent régler annuellement en tant que propriétaire exploitant ou en tant que fermier, peu s'expriment concrètement pour dire ce qui est souhaitable à leur avis en matière de développement. Théoriquement, le système français plus décentralisé et orchestré par la profession elle-même aurait dû être plus efficace. Il serait présomptueux de vouloir porter ici un jugement d'ensemble du fait même que les SUAD sont décentralisés.

Le système britannique a en tout cas le mérite de permettre une vraie carrière aux conseillers agricoles. Le fait que plusieurs fois au cours de leur vie professionnelle, ces conseillers devront changer de région peut être un lourd handicap pour leur famille, mais c'est une garantie que leur esprit d'observation restera éveillé et qu'ils auront à s'adapter à des situations nouvelles. En contrepartie, l'ADAS a les inconvénients inhérents à un système trop centralisé, n'ayant pas la souplesse d'un système décentralisé à la française et évite difficilement les double-emplois et plus difficilement encore les tendances budgétivores de l'administration. Est-il, par exemple, vraiment nécessaire de garder le Centre National d'Agriculture de Stoneleigh où a lieu le Salon de l'Agriculture, ouvert toute l'année ? Ou bien, est-on sûr que les agriculteurs fassent régulièrement appel à tous les conseillers postés dans telle ou telle ville ?

Quoi qu'il en soit, le système semble fonctionner correctement. Ne serait-ce que parce qu'il publie régulièrement des plaquettes de grande qualité sur tous les problèmes préoccupant les agriculteurs (désherbage des céréales - fongicides sur céréales - manutention de la paille - bâtiments agricoles, etc) et que certaines sont actualisées en permanence (désherbage par exemple), l'ADAS est célèbre dans tout le Royaume-Uni.

En France, je ne connais que les publications d'un Institut technique, l'I.T.C.F., pour être la fois disponibles pour tous les agriculteurs qui le souhaitent et pour avoir la même qualité jusque dans les détails.

6. Recherche et développement

Au Royaume-Uni, la recherche agronomique est effectuée par le Conseil de la Recherche Agricole (ARC), par les Départements de l'Agriculture, par les Universités et par les industries privées. Il existe un Comité Consultatif (JCO) qui comprend des représentants des agriculteurs, des industries agro-alimentaires, des scientifiques, des économistes et des différents services techniques et administratifs des Ministères. Ce Comité fixe la liste des sujets de recherche prioritaires méritant un financement d'Etat. La direction du Conseil est confiée au Ministre de l'éducation Nationale et de la Science. Le budget de ce Ministère a fourni 45 % du financement, le reste venant de l'Agriculture. Dans le Conseil de 18 à 21 membres, un maximum de 4 personnes sont désignées par le Ministère de l'Agriculture.

Il existe en Grande-Bretagne 30 Instituts de recherche et 6 Centres faisant de la recherche agronomique. Ces centres et huit des Instituts dépendent directement de l'ARC qui a également la responsabilité de l'attribution des crédits gouvernementaux à 14 Instituts indépendants. Il faut aussi mentionner le fait que les 6 Centres sont rattachés à des universités.

On trouvera en annexe la liste de ces Centres et Instituts.

Parmi les plus célèbres dans le domaine végétal, citons :

- Letcombe spécialisé dans l'étude de la croissance des racines dans le sol, où les problèmes de la décomposition de la paille et l'influence du machinisme sur les structures des sols ont été largement étudiés (semis directs, tassement en particulier).

- Yarnton où les problèmes concernant les herbes, désherbage et accessoirement la pulvérisation sont étudiés.

- L'Institut de sélection végétale de Cambridge (NIAB).

- L'Institut national de mécanique agricole (NIAE) où la conception, le développement et l'essai de machines et outillages agricoles sont réalisés.

- Rothamsted enfin, la plus ancienne station, datant de 1843, où la recherche de base sur les sols, les engrais, la physiologie végétale et les méthodes de culture se fournit depuis plus d'un siècle (800 chercheurs et un budget annuel de 84 millions de Francs).

De la liste des Centres, du nombre de chercheurs, et de la variété des sujets étudiés, il ressort que la recherche agronomique entreprise au Royaume-Uni est très importante, et que par suite de liens étroits avec l'ADAS cela semble se traduire par de meilleurs contacts entre les Instituts et les agriculteurs.

Comme en France, on note une sous-représentation des agriculteurs dans les Conseils d'administration, qui se traduit par un manque de contrôle des agriculteurs sur la programmation de la recherche agronomique faite en leur nom. Sans doute, cela est-il la conséquence du manque de formation scientifique des agriculteurs, encore que le niveau de formation soit en moyenne supérieur du côté anglais.

Il faut avouer que s'il est fréquent en France de rencontrer d'excellents tribuns, formés souvent dans le monde de la JAC, il semble beaucoup plus rare de trouver des agriculteurs ayant une bonne formation scientifique et capables de discuter pied à pied avec des Directeurs de Recherche. Il y a au moins côté français un problème de formation ou plutôt une sous-formation évidente peut-être en train de se corriger au niveau de la jeune génération, grâce aux BTS. En tout cas, à une époque où l'on parle beaucoup d'économie et de rigueur, il est urgent de recenser les recherches en cours dans les 2 pays et dans la mesure du possible, de coordonner les recherches au moins fondamentales (parce qu'elles sont irrécupérables immédiatement par le secteur privé) effectuées des deux côtés de la Manche au nom des agriculteurs.

Mais avant toute chose, ne serait-ce pas la finalité de la recherche agronomique qui devrait être courageusement abordée par les deux pays et si possible par la CEE. Pourquoi en effet continuer à investir dans une direction qui accroît les surplus ; cela se traduit par l'effondrement des prix, l'accroissement des coûts en consommations intermédiaires. Il y a longtemps que la loi de King aurait dû convaincre les agriculteurs que plus de production n'entraîne pas automatiquement plus de revenus.

Si de nouveaux débouchés ne sont pas rapidement trouvés (1), c'est vers d'autres secteurs que même les agriculteurs devraient demander que se tournent les efforts de la recherche - peut-être même vers les loisirs ou le Tourisme vert. A-t-on jamais chiffré le travail que fournirait la création de parcours de golf ou de courts de squash dans les cantons de France, à l'exemple de ceux qui existent en Angleterre ? A une époque où les Pouvoirs Publics parlent déjà d'une semaine de 35 heures, n'y aurait-il pas des possibilités de revenus complémentaires qui pourraient provenir de l'industrie des loisirs pour ceux qui demeurent sur place, dans les campagnes, toute l'année, travaillant encore parfois 70 ou 80 heures par semaine ? Quel agriculteur de montagne pourrait aujourd'hui vivre sans les appoints, inespérés il y a 30 ans, du tourisme ?

Les agriculteurs d'Europe vont devoir survivre avec des prix payés pour leurs produits en baisse. Une fois fermée la route de l'expansion et fixés les quotas de chaque pays, il faudra proposer autre chose. A quoi serviront les quelques programmes informatiques mis au point par l'INRA-Economie depuis 20 ans si les revenus des agriculteurs sont tels que seuls quelques-uns pourront s'offrir un micro-ordinateur ou rémunérer les services des informaticiens ? Il est grand temps que la recherche économique, sociologique, démographique et agronomique oublie les questions de personnes, de chapelle, de sensibilité et même de nationalité pour proposer des solutions après avoir fait un inventaire global des ressources et des moyens. Peut-être le Centre européen d'étude agricole de Wye College pourrait jouer un rôle déterminant sur cette voie.

En attendant cette réflexion en profondeur sur la finalité des progrès en agriculture, on ne pourra empêcher la publication de livres comme celui d'un agriculteur reconverti en homme politique, M. Richard BODY "Le Triomphe et la Honte". Dans ce livre, M. BODY démontre que le Royaume-Uni ayant appliqué le progrès technique à l'agriculture à un rythme accéléré du fait des prix élevés soudainement obtenus par les agriculteurs dans le cadre de la CEE, il en est résulté de rapides accroissements de production (le triomphe) et que ceux-ci nécessitent dès à présent d'énormes subventions à l'exportation payées indirectement par les consommateurs (la honte). M. BODY trouve cela d'autant plus critiquable que le paysage agricole anglais a été complètement modifié par le retournement de nombreux herbages au profit du blé et de l'orge, l'arasement des haies et une utilisation exagérée des produits chimiques. Certaines émissions de télévision (The Golden Harvest sur la chaîne ITV en mai 1983 et plus récemment "Farmers we can't afford" sur la BBC) ont repris ces thèmes, sans aucune nuance. Il est à craindre que le lobby de plus en plus influent des protecteurs du bien-être des animaux domestiques qui a réussi à faire instituer une Commission (Farm Animal Welfare Council) ne fasse avec l'appui des écologistes qu'accélérer la critique systématique en Grande-Bretagne des méthodes modernes de mise en valeur agricole qui, trop souvent me semble-t-il, sont présentées comme découlant directement de la PAC et de l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. Cet amalgame entre méthodes modernes de culture et politique agricole commune est tout à fait injustifié.

 (1) La recherche sur la fiabilité de cultiver des plantes énergétiques devrait être très amplifiée. Le passage d'une énergie fossile à une énergie toujours renouvelable représenterait un immense progrès pour l'humanité. Les réflexions dans ce domaine sont rarement désintéressées. Le hobby pétrolier ne fait-il pas tout ce qu'il peut pour paralyser toute action dans ce domaine, même au stade des essais-pilotes ? Quel est l'universitaire qui oserait présenter un bilan économique et financier global d'une véritable filière à base de plantes énergétiques, comprenant un solde d'emplois créés, de devises économisées, de subventions à l'exportation rendues caduques grâce au remplacement d'exportations de blé, de lait, par la fourniture sur place de plantes énergétiques ?

Avant de quitter le domaine de développement et de la recherche, notons qu'en Angleterre et au Pays de Galles, la recherche sur l'économie agricole est effectuée par douze départements universitaires d'économie agricole. Neuf d'entre eux et une Ecole supérieure d'Agriculture font, pour le Ministère, des travaux sur les revenus des exploitants et sur la rentabilité de certains produits. La plupart de ces rapports sont disponibles en librairie. Il me semble qu'en France de tels contacts avec des universitaires sont beaucoup plus rares.

Les bureaux d'étude ou d'ingénieurs conseils, ou les organismes de réflexion indépendants, en France, ne s'intéressent pas à l'agriculture. Les seuls qui s'aventurent dans ce domaine sont toujours salariés soit directement soit indirectement de la profession agricole.

C. L'EXPANSION CERÉALIÈRE

=====

Depuis l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE en 1973, les surfaces consacrées aux cultures céréalières se sont accrues de 50 %. Ceci s'explique non seulement par les prix qui devinrent soudainement plus attractifs pour les céréales, et par les primes à la reconversion des troupeaux laitiers, mais surtout par le progrès technique qui a permis dans le même temps d'accroître les rendements de 43 % en 10 ans. Ceux-ci sont en effet passés de 43,3 qx en 1973 à environ 62 quintaux en 1982, faisant du Royaume-Uni le meilleur producteur à l'hectare après la Hollande (67 qx en 1981), mais loin devant la France (49,5 qx) et l'Allemagne (51 qx). D'important importateur, la Grande-Bretagne est en passe de devenir un grand pays exportateur (environ 6 millions de tonnes en 1982).

De grands silos portuaires sont en cours de montage sur les principaux fleuves (Tyne, Humber, Tamise) et disent toute la foi des Britanniques dans l'expansion céréalière.

Au cours de notre voyage, nous avons rencontré plusieurs agriculteurs faisant plus de 100 quintaux de moyenne sur leur ferme (entre 50 et 1.000 hectares) et vu deux agriculteurs ayant dépassé 120 quintaux au niveau d'une parcelle. Il s'agit là, bien sûr, d'exceptions ; mais ces faits prouvent à l'évidence que des gains en surfaces et rendements au niveau du pays sont à attendre dans les années qui viennent. Nombreux sont ceux en France qui décrivent ces progrès, d'aucuns les attribuant à la pluviométrie (ils oublient que la Côte Est d'Angleterre est moins arrosée que les zones côtières de Normandie ou de Picardie), au fait qu'il s'agit de variétés fourragères (ils oublient que la variété Avalon a de meilleures qualités boulangères que Fidel et que la CEE ne pourra faire autrement que de nourrir le bétail (avec du blé).

Qu'en est-il réellement ?

Il est indéniable qu'en moyenne la pluviométrie est plus élevée en Grande-Bretagne qu'en France, que de plus les heures d'ensoleillement y sont plus longues en été, et que les coups de chaleur du mois de juin sont moins fréquents et dépassent rarement 30°.

Pourtant, certaines années, certains agriculteurs français pourraient faire de même. Or, ils en sont loin, surtout en deuxième blé.

Les progrès extraordinaires obtenus en Grande-Bretagne en 10 ans sont à mon sens dus à 3 facteurs :

- des variétés bien adaptées ;
- une meilleure connaissance de la physiologie du blé et surtout de la nutrition azotée ;
- un réseau de vulgarisation beaucoup plus efficace.

1. des variétés bien adaptées

Celles-ci proviennent essentiellement des travaux de NIAB (National Institute of Agricultural Botany) de Cambridge. Cet Institut a pour fonction d'améliorer rendement et qualité des plantes cultivées. Il est aussi responsable des essais de performance comparée des variétés sur le terrain, dans 13 centres différents, qui donnent lieu à une publication chaque année de la liste officielle des variétés de Grande-Bretagne. NIAB met aussi en place des essais à plus grande échelle, dans des exploitations commerciales, à partir desquels il établit une liste des variétés recommandées. NIAB est enfin responsable des tests de singularité, de régularité et de stabilité des variétés en passe d'être inscrites. La station officielle d'essais de semences (germination, pureté, teneur en mauvaises herbes) fait partie de l'Institut.

C'est de cet Institut que sont sorties les variétés telles que NORMAN, BRIGAND, HUSTLER, LONG-BOW, VIRTUE, GALAHAD qui, en bonnes conditions, dépassent 100 quintaux/ha.

Pourquoi NIAB a si bien réussi mériterait une étude approfondie de la part des responsables de la sélection en France.

Il y a quelques années, de nombreuses SICA, producteurs de semences en France, avaient l'habitude de vendre en Angleterre des semences utilisées avec succès dans les grandes plaines céréalières françaises ; elles n'ont pas réussi à s'imposer et sont malheureusement à la veille de se faire concurrencer au moins dans la moitié nord de la France, par les Britanniques.

La National Seed Development Organization Ltd de Cambridge développe ensuite et met en vente les semences de variétés obtenues par la recherche effectuée sur fonds publics.

2. Une meilleure connaissance de la physiologie du blé et un système de vulgarisation efficace

Les Britanniques n'ont pas été longs à deviner l'intérêt des travaux du Professeur LALOUX (1) ils les ont combinés avec les résultats obtenus au Schleswig-Holstein et essayé de regrouper toutes les connaissances théoriques pour proposer aux agriculteurs des systèmes améliorés de cultures. Ceux-ci sont testés dans les stations de recherche, les fermes expérimentales, chez des particuliers.

(1) Professeur d'agronomie, spécialiste des questions céréalières à l'Université de Gembloux - Belgique.

On ne le dira jamais assez, ce qui fait à notre avis la grande force de l'agriculture britannique, c'est que l'administration comme la profession acceptent que toute solution susceptible de représenter un progrès soit mise en oeuvre et que recherches, universités et organismes de développement travaillent la main dans la main (2) : c'est ainsi que si l'ADAS publie régulièrement ses recommandations en matière de désherbants, de fongicides, de méthodes culturales, il encourage également dans la station de recherche, dans les fermes expérimentales des comparaisons des systèmes de culture prescrits par la vulgarisation (ADAS) avec ceux préconisés par telle station de recherche, tel groupe financier ou telle société fabriquant ou commercialisant des produits chimiques, tel groupe d'agriculteurs ou même tel particulier. C'est ainsi que l'opération "Blé 83", organisée par l'ADAS, la Royal Agricultural Society, et le journal professionnel FARMERS WEEKLY a permis de regrouper à côté de Cambridge les principales variétés, différents systèmes culturaux, aussi bien que des essais spécifiques réalisés par des groupes privés.

Deux journées portes ouvertes les 15 et 16 juin 1983 ont permis d'accueillir de nombreux visiteurs du Royaume-Uni et de la CEE.

Quinze jours plus tard ont eu lieu les journées nationales de la pulvérisation, à l'initiative de CIBA GEIGY, où cette année, les appareils et les méthodes CDA (Contrôle du calibre des gouttelettes) ont reçu une large place. Des agriculteurs ayant essayé de réduire, non seulement les volumes de pulvérisation, mais aussi les doses de matière active, les services officiels de l'ADAS, les groupes chimiques, et la recherche agronomique ont entrepris systématiquement des essais en CDA, pour mesurer les avantages et les inconvénients de ces méthodes.

En France, pendant ce temps, vendeurs de produits chimiques ou de pulvérisateurs (dont le prix est presque toujours égal ou supérieur à celui d'un tracteur de 100 CV) se contentent d'écarter passivement le principe du CDA. Dans ce domaine, comme pour les variétés, le réveil risque d'être brutal.

Toujours à propos de pulvérisation, il est étonnant de constater qu'en Grande-Bretagne, la plupart des agriculteurs reçoivent les notices techniques publiées par les fabricants de phytosanitaires, alors qu'en France en général, seuls les services techniques ou les revendeurs en disposent. Si mes collègues français pouvaient disposer de ces notices, ils découvriraient par exemple les nombreuses possibilités d'utilisation de produits tels que Dicuran sur blé ou Goltix sur betteraves, par exemple.

Ne laisserait-on pas trop de liberté, en France, aux groupes chimiques ou même à des organismes professionnels comme ITB en s'en remettant exclusivement à leurs essais pour déterminer les doses à utiliser ? Quand on sait les liens étroits qui existent entre les plus grosses coopératives ou les négociants et les principaux groupes chimiques, ne pourrait-on pas parler en France de colusions d'intérêts dont les agriculteurs font les frais, bien involontairement, du fait de leur manque d'information ?

(1) Certes, en France l'I.T.C.F., l'I.T.B. publient leurs essais et la méthode qu'ils préconisent. Mais la comparaison avec d'autres systèmes est beaucoup trop rare. Trop souvent, I.T.C.F. et I.T.B. appliquent brutalement les préconisations des sociétés phytosanitaires.

Pour conclure ce chapitre, ajoutons qu'on a créé en France des Instituts techniques pour faire de la recherche appliquée, en contact étroit avec la profession. Aujourd'hui, les contacts entre chercheurs et agriculteurs ne sont qu'occasionnels et généralement à l'occasion de réunions en salle. Le seul contact sur le terrain a lieu au niveau du technicien de la coopérative ou du négociant local. Mais trop souvent celui-ci est seul au milieu de centaines et même de milliers d'agriculteurs !

En Angleterre, la symbiose entre recherche agronomique, groupe chimique, négociants et agriculteurs est plus étroite me semble-t-il. Et l'on trouve même depuis quelques années une organisation inexistante en France : les consultants indépendants dont nous allons maintenant parler.

D. L'ASSOCIATION DES CONSULTANTS INDEPENDANTS

=====

Bien que mieux informés que leurs collègues français, les agriculteurs anglais estimant qu'ils ne disposaient pas de tous les éléments qui permettraient de savoir si un traitement se justifiait ou non, en sont arrivés à faire des traitements un peu systématiques, "d'assurances". Aujourd'hui, les dépenses en produits de traitement sont devenues une des charges les plus importantes sur pratiquement toutes les exploitations. C'est dans ce contexte que sont apparus en Grande-Bretagne les premiers conseillers consultants en matière de soins aux cultures qui sont aujourd'hui une soixantaine à s'être regroupés au sein de l'"Association des Conseillers de culture indépendants".

Cette association s'est fixée un code de conduite officiel qui garantit par exemple qu'aucun conseiller n'est partie prenante au sein d'un groupe producteur ou vendeur de produits phytosanitaires et que les conseillers s'engagent à toujours promouvoir le système de lutte la plus économique du point de vue de l'agriculteur. Ces conseillers disposent généralement d'un bureau où ils tiennent en permanence quelques heures ; puis ils visitent leurs clients ou plutôt toutes les parcelles de leurs clients recoupant leurs observations. Ils facturent forfaitairement leurs services sur une base annuelle (entre 5 et 10 £ par hectare et par an). Les agriculteurs anglais utilisant ces conseillers estiment que ces dépenses sont finalement négligeables en comparaison du coût des traitements.

On retrouve ici un des principes qui semblent régir la profession agricole britannique : encourager toute initiative qui semble répondre à un besoin des agriculteurs, même si elle risque d'aller au moins à court terme à l'encontre des intérêts d'un groupe particulier. Ce qui est particulièrement remarquable dans le cas de cette association, c'est qu'elle s'est appuyée sur les agriculteurs beaucoup plus que sur les institutions existantes pour démontrer son utilité.

De plus, cette association a su éviter d'apparaître comme une création rendue indispensable par l'inefficacité des services existants ; à telle enseigne qu'elle travaille aujourd'hui en symbiose avec les services officiels (ADAS) et avec les négociants de produits chimiques.

Comme les agriculteurs paient un forfait par hectare, les consultants sont assurés d'un certain revenu. Ils n'ont donc pas à se préoccuper d'étendre leur clientèle, et peuvent se consacrer presque exclusivement à leur soutien technique. Il est d'ailleurs particulièrement judicieux de la part des plus efficaces d'entre eux de limiter volontairement le nombre d'hectares auxquels ils se consacrent. Ils ont conscience que les agriculteurs ne renouvelleront leur contrat que s'ils en ont tiré profit, et leur principale préoccupation est de conseiller à bon escient les agriculteurs. Ceux-ci semblent plutôt satisfaits de cette forme de conseil et le nombre de clients de l'association progresse.

Le plus grand mérite d'une telle association est, à mon avis, d'avoir su identifier un besoin et d'avoir mis en place un service de qualité sans demander la moindre contribution à la profession ou au Budget de l'Etat mais seulement aux individus intéressés par une telle approche. La France qui en son temps avait su inventer les CETA qui ont rendu des services éminents à la profession, devrait méditer cette expérience.

E. LA SOCIÉTÉ VELCOURT LTD

Une autre émanation de l'approche libérale utilisée par les Britanniques pour moderniser leur agriculture peut être trouvée dans la Société VELCOURT Ltd. Celle-ci possède vraisemblablement plus de détracteurs que d'admirateurs, mais elle peut se targuer de résultats impressionnants et elle aura de toute manière apporté une contribution originale à la résolution des problèmes de financement du foncier et à la mise en place d'exploitations très performantes en Angleterre.

La Société Velcourt Ltd a été créée en 1967 quand quatre agriculteurs du Cotswolds décidèrent de regrouper leurs exploitations. Elle met aujourd'hui en valeur plus de 9000 hectares appartenant à des institutions financières (Caisses de retraites - Compagnie d'assurances) ou à des particuliers, à qui elle verse l'équivalent d'un fermage officiel et aussi une participation aux résultats financiers d'exploitation (la moitié en général).

Si j'ai choisi de parler de Velcourt, c'est que cette société a réussi à se fixer des objectifs précis qui visent à corriger certains abus du passé et à répondre à un besoin évident. Malgré le grand libéralisme qui a présidé au développement de l'agriculture britannique, le groupe de pression représenté par les fermiers a réussi à faire passer, du temps des travaillistes et profitant d'une image de marque quelque peu ternie des propriétaires fonciers, une ébauche de statuts du fermage qui donne plus de droits aux enfants du fermier qu'à ceux du propriétaire, à tel point qu'un bail doit être reconduit obligatoirement pour 3 générations. Il en est résulté une quasi-pérennité des locataires et un écrasement des fermages. Comme en France, le résultat d'une mesure aussi démagogique et anti-économique ne s'est pas fait attendre. Les propriétaires ont vendu à perte leurs fermes aux preneurs en place ou bien se sont mis à exploiter directement, chaque fois qu'ils en avaient la possibilité. Quant aux investisseurs, ils se sont systématiquement désintéressés de la propriété agricole.

C'est dans un tel contexte qu'est apparue la Société Velcourt. Cette dernière a eu le mérite de démontrer que s'il n'y avait pas d'investisseurs, c'était que les revenus des fermages étaient sans rapport avec la réalité économique et que si elle parvenait à distribuer des revenus intéressants, les investisseurs reviendraient. C'est ce qui s'est passé : Velcourt a développé un système d'exploitation très performant - trop performant aux goûts des écologistes - basé sur la culture intensive des plantes suivantes :

Blé d'hiver	: 52 %
Orge d'hiver	: 20 %
Colza	: 19 %
Autres cultures	9 %

Velcourt met en valeur des exploitations faisant au minimum 300 hectares, répartis dans 5 divisions régionales. Chaque exploitation est dirigée par un gérant qui travaille sous le contrôle technique d'un département agronomique. Velcourt dispose de son propre réseau d'investissements agricoles et met en place ses propres essais. Elle travaille en liaison étroite avec le groupe BASF et avec le Pr. EFFLAND du Schleswig-Holstein, qui fait maintenant partie des administrateurs de Velcourt Ltd.

Certaines des fermes Velcourt atteignent un niveau technique tout à fait remarquable : plus de 95 quintaux de blé par hectare en 1982 et 1983 sur 400 hectares dans le Kent. Et la moyenne des rendements en blé se situe à 30 % au-dessus de la moyenne nationale, et à 20 % en colza.

La comptabilité de chaque ferme est regroupée au niveau des directions régionales. Ces dernières se chargent de centraliser les achats d'intrants et les ventes de produits, ce qui permet à Velcourt d'obtenir des prix intéressants. Tout le personnel de Velcourt : gérants, techniciens, chauffeurs de tracteurs, est associé aux résultats.

La Société Velcourt dispose de plusieurs filiales :

- pour conseiller des propriétaires ou des exploitants en matière de personnel d'exploitation (Velcourt Management)
- pour acheter ou vendre des produits chimiques à travers Stokes Bomford Chemicals Ltd, dernière acquisition du groupe
- pour vendre des conseils techniques aux agriculteurs, comme le font les conseillers consultants indépendants (Crop Care)
- pour former son personnel ou recycler les agriculteurs qui le désirent, pour vendre des semences sélectionnées, et aussi pour donner aux agriculteurs intéressés des conseils en matière d'informatique.

Notons à ce sujet que tous les renseignements concernant les parcelles exploitées par Velcourt et tous les résultats financiers de chaque exploitation sont informatisés.

Il est bien évident qu'une telle institution, ayant pris une telle ampleur, ne compte pas que des amis et probablement dans certains cas, Velcourt du fait des moyens mis en oeuvre, a pu passer avant un particulier désirant s'agrandir. Mais Velcourt peut se prévaloir d'offrir une chance exceptionnelle de promotion aux gérants, techniciens agricoles, chauffeurs de tracteur qu'elle emploie.

Alors qu'un agriculteur individuel fera 9 fois sur 10 à peu près les mêmes gestes dans 10 ans, dans 20 ans, le personnel de Velcourt aura en général été appelé à de plus grandes responsabilités. Quelle méthode originale aussi de lutter contre l'isolement, le manque de possibilité de formation dont sont trop souvent victimes les agriculteurs !

Certes, si toute l'agriculture ne fonctionnait plus qu'avec des sociétés telles que Velcourt, elle aurait perdu une grande part de ce qui faisait son originalité. Mais en Angleterre comme en France où plus de la moitié des terres est en faire-valoir direct (66 % en Grande-Bretagne), pourquoi cela se produirait-il ?

Sans doute les citoyens regrettent-ils la dégradation des paysages entraînée par les méthodes modernes de culture et certains sont prompts à associer les sociétés, telles que Velcourt, à cette dégradation. Mais cela ne se produit-il pas un peu partout dès lors que le relief et l'hydrographie le permettent ? D'ailleurs, quel citoyen accepterait les horaires que doivent respecter les éleveurs ? Est-on en droit de reprocher aux éleveurs de vouloir devenir agriculteurs ?

Qu'on le veuille ou non, le genre d'agriculture pratiquée par Velcourt est déjà la réalité dans toutes les plaines d'Europe. Le fait pour une exploitation de passer sous contrôle Velcourt, n'entraîne pas plus d'hémorragie en personnel que dans le cadre de l'évolution des fermes environnantes. Ayant fait un pointage systématique du nombre de travailleurs à l'hectare dans les 80 exploitations que j'ai visitées en Angleterre, j'ai pu constater que l'on retrouve à peu près le même ratio de main-d'oeuvre à l'hectare dans les exploitations de polyculture. Seuls l'horticulture et l'élevage ou la transformation à la ferme (laiterie, fabrique de yaourt, jus de pomme, self-service) permettent d'accroître l'emploi.

Ce qui est vrai, c'est qu'une agriculture dynamique et performante crée de nombreux emplois tertiaires (secrétariat, comptabilité, conseils techniques, commerciaux, juridiques, financiers, transports, machines, produits chimiques). Tant qu'un bilan global n'aura pas été fait, il sera difficile de dire si de petites exploitations pratiquement auto-suffisantes offrent plus d'emplois, garantissant des ressources comparables à celles des autres secteurs, que des formules plus modernes telles que Velcourt.

Gageons en tout cas que l'originalité de l'approche de Velcourt, et l'exemple très concret qu'elle représente aura plus contribué à faire évoluer le problème foncier en Angleterre que les Commissions chargées, en France, de réinventer une méthode de financement du foncier.

Avant de quitter Velcourt, qu'il me soit permis de résumer mes impressions en disant que si Velcourt a bien réussi, c'est parce qu'elle s'est fixé des objectifs précis et a pris les moyens de s'assurer une très haute technicité qui garantit de bons résultats financiers, encore améliorés grâce aux économies d'échelle rappelant celles des premières coopératives. Mais un tel succès n'a été possible que dans le cadre de l'expansion céréalière, Velcourt ayant tiré profit de gains de productivité exceptionnels. Une telle entreprise qui n'aurait pas été basée sur la même technicité, aurait fatalement conduit à d'importants échecs. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit, même chez Velcourt, sur des fermes plus difficiles dans les régions tourbeuses.

F. AUTRES CARACTERISTIQUES DE L'AGRICULTURE BRITANNIQUE

1. Niveau de prix

La PAC aurait dû permettre l'unité des prix et la libre circulation des marchandises à l'intérieur de la CEE. Or, ni les prix, ni la fiscalité, ni la législation sociale n'obéissent à des règles communes. En mars 1982, un agriculteur français recevait 1.200 F/T de blé. Au même moment, le Britannique touchait 1.440 F/T. Aujourd'hui, le Français touche 1.250 F/T et le Britannique 1.500 F au niveau du producteur (25 % de mieux !).

Les prix des intrants connaissent aussi des différences : le Cycocel, ramené à la même dose de matière active, vaut pratiquement 50 % de moins en Angleterre !

Tandis que les agriculteurs anglais sont soumis au régime général de protection sociale, l'agriculteur français paie des cotisations basées sur un système totalement artificiel et qui, dans ma région, lui a valu une hausse de 50 % en deux ans. On a déjà parlé des avantages fiscaux dont bénéficient les agriculteurs britanniques et de l'aide aux bâtiments. Il y a sûrement encore beaucoup d'autres éléments qui mériteraient des comparaisons.

2. Micro-informatique

Essentiellement deux sociétés privées FARMPLAN et FARMFAX se partagent les agriculteurs qui sont équipés de micro-ordinateurs et qui seraient déjà plus de 700. Ces sociétés fournissent des micro-ordinateurs, des programmes (rations alimentaires, gestion du troupeau, cultures, comptabilité, trésorerie). Les utilisateurs qui semblent les plus satisfaits sont les éleveurs, tandis que les agriculteurs-polyculteurs n'y trouvent un réel intérêt que s'ils disposent de nombreuses parcelles et de nombreux clients et fournisseurs.

Les centres de comptabilité, et les sections agricoles des universités font eux, comme en France, largement appel à l'informatique essentiellement pour les calculs et les tabulations et s'adressent pour cela à toutes les sociétés qui vendent des ordinateurs. Notons aussi qu'il existe déjà de nombreux conseillers privés britanniques pour aider les agriculteurs à enregistrer les opérations qui se succèdent dans les champs ou pour choisir un système informatique.

Enfin, le Royaume-Uni est doté d'un système de télématique "PRESTEL" auquel les agriculteurs peuvent adhérer et qu'ils peuvent utiliser grâce à un poste de télévision, un écran spécial ou un micro-ordinateur. Prestel permet d'accéder instantanément à une banque de données concernant les produits chimiques, les cultures, l'élevage, les bâtiments agricoles, la CEE, la main-d'oeuvre agricole, les principaux événements, la gestion, les exportations, les importations, l'horticulture, le machinisme, les semences, l'actualité agricole et la météorologie. Ces données sont actualisées en permanence par le Ministère, le syndicalisme (NFU), les groupes privés distribuant des produits phytosanitaires, les banques.

Prestel est utilisé par plus de 1000 agriculteurs. Notons que toutes les sections locales de la NFU sont équipées à l'intention de leur adhérents désirant consulter Prestel.

En France, la FNSEA aurait beaucoup à gagner en découvrant la liste des innombrables renseignements immédiatement disponibles dans toute la Grande-Bretagne.

3. Presse, radio, télévision

En France, le grand public ne s'intéresse pas à l'agriculture. Peut-être est-ce parce que les médias ont tendance à présenter les côtés négatifs de l'agriculture et dénonce de prétendus avantages fiscaux ou horaires de travail fantaisistes dont bénéficieraient certains gros agriculteurs, certains gros céréaliers en particulier, ou la destruction de pommes ou de choux-fleurs en cas de chute trop brutale des cours, ou encore pour faire sourire à bon compte devant leur manque de formation. Mais les grands quotidiens nationaux, la radio, les chaînes de télévision nationale ne présentent pratiquement jamais tous les éléments d'un dossier agricole. Seuls les grands leaders paysans sont autorisés à apparaître quelques minutes à la télévision ou à confier un bref article aux journaux ; quand le mécontentement dans les campagnes étant devenu trop grand, les agriculteurs manifestent.

Pendant ce temps, en 1982, la NFU a donné 13 conférences de presse, a distribué 141 communiqués de presse et 27 commentaires. Le personnel d'état-major de la NFU est apparu 178 fois à la radio-télévision et le président lui-même 57 fois.

Toutes les grandes universités publient chaque année un rapport sur l'état de l'agriculture dans la région. Ces rapports sont tout à fait remarquables et concluent en donnant des recommandations précises tirées des résultats économiques et financiers.

Quant à la BBC, elle présente chaque semaine un programme agricole à la télévision, le dimanche à 13 heures, à une heure d'écoute maxima. Ces émissions, d'une réelle qualité en général, sont suivies avec le plus grand intérêt non seulement par les agriculteurs mais aussi par toute une partie de la population qui s'intéresse au monde rural. Et tous les matins, la radio nationale, la BBC, présente pendant une demi-heure une chronique agricole.

Le fait d'avoir des médias nationaux, qui traitent régulièrement de l'agriculture, n'a pas que des avantages pour les agriculteurs. Comme on l'a déjà vu, prennent de plus en plus souvent la parole les lobbies des écologistes et des protecteurs du bien-être des animaux domestiques.

Les responsables agricoles français ont-ils réalisé que leurs collègues anglais qui sont pourtant 5 fois moins nombreux, ont réussi à faire prendre au sérieux les dossiers agricoles ? Un journaliste comme John CHERRINGTON, chroniqueur agricole du Times et de la BBC, auteur de nombreux livres sur l'agriculture britannique ou même mondiale, est devenu une figure nationale que l'homme de la rue connaît bien et écoute avec intérêt.

Pourquoi pendant le même temps un chroniqueur agricole de talent au Journal Le Monde, M. F.H. de VIRIEU, a-t-il cessé de s'intéresser à l'agriculture pour devenir le directeur d'un journal d'opinions politiques et le présentateur d'émissions télévisées elles aussi éminemment politiques, alors que dans ce domaine les candidats ne manquent pas ? Peut-être les paysans français se satisfont-ils du brouillard qui enveloppe les réalités agricoles. L'exemple britannique où l'agriculteur est pourtant en moyenne beaucoup plus prospère qu'en France, devrait les inciter à encourager la présentation de dossiers agricoles en pleine lumière. Peut-être certains abus apparaîtraient-ils alors dans toute leur étendue, mais les citoyens qui s'intéressent beaucoup à la nature et à la vie rurale feraient peut-être preuve d'une curiosité plus profonde et plus sincère à l'égard des réalités paysannes. N'est-il pas grand temps que les problèmes agricoles, qui risquent d'évoluer très vite étant donné la phase de surproduction à peu près généralisée que l'on aborde, soient enfin traités en termes concrets et non plus seulement en termes philosophiques, politiques ou même passionnels ?

4. "L'association des agriculteurs auto-suffisants"

Il n'est pas rare de rencontrer en Angleterre comme en France des individus qui ont la nostalgie de la vie rurale et trouvent que la consommation a pris trop de place dans leur vie. J'ai pu rencontrer dans les Cotswolds plusieurs petits agriculteurs qui ont volontairement choisi de revenir vivre sur une petite ferme où ils essaient d'être auto-suffisants. Les seuls revenus monétaires dont ils disposent proviennent souvent de la vente du lait des quelques vaches qu'ils possèdent.

Certains sont d'anciens acteurs ou même d'anciens fonctionnaires. Ce qui m'a frappé chez eux, c'est l'absence de contestation à l'égard de l'agriculture moderniste qui les entoure. Ils mènent leur vie, différente, parce qu'elle leur plaît ainsi. S'ils se sont regroupés en association, ce n'est pas, que je sache, pour revendiquer et donner des leçons aux "agriculteurs chimiques", mais pour se communiquer les uns aux autres des procédés leur permettant de perfectionner à leur niveau, leur "auto-suffisance".

J'ai eu l'impression que l'ADAS, au lieu de négliger définitivement ces marginaux, faisait lui-même tout ce qu'il pouvait pour leur apporter les informations techniques qu'ils sollicitent avec beaucoup de modestie. Certes, l'agriculture britannique, qui dispose de grandes surfaces a les moyens de leur faire une petite place. Suivant cet exemple, dans les zones difficiles qui sont en train de se dépeupler en France, ne pourrait-on pas encourager très officiellement ces passionnés de la nature et ces admirateurs de J.J. Rousseau en leur donnant en particulier soutien technique et financier, s'ils désirent faire de même ?

Cette piste me semble intéressante, même si elle n'a aucun rapport avec l'agriculture productiviste à laquelle j'appartiens et avec la PAC. Nul doute que pour se développer, cette frange de l'agriculture aurait besoin qu'on abandonne généreusement certaines réglementations souvent fixées par les agriculteurs eux-mêmes (SMI, cautions bancaires, etc...). En tout cas, j'ai acquis la certitude que plus la vie moderne deviendra organisée et réglementée, plus nos collègues britanniques pourront se féliciter de n'avoir pas découragé ces migrations volontaires, à l'encontre du progrès. La présence côte à côte des "auto-suffisants" et des "productivistes" permet de rappeler en permanence à bon escient à tous les rêveurs bien intentionnés que le développement rural exige des choix et que ceux-ci conditionnent les prix des produits agricoles d'un côté, et de l'autre le respect de la nature.

CONCLUSION

=====

Pierre LE ROY a écrit "Ce qu'il faut déplorer, ce n'est pas que nous ayons des exploitations compétitives, mais bien plutôt que nous n'en ayons pas davantage, et toute notre politique agricole devrait tendre à permettre au maximum possible d'exploitations d'accéder à un bon niveau de compétitivité". L'exemple britannique préfigure l'agriculture que M. LE ROY appelle de ces vœux. Si la Grande-Bretagne a réussi, malgré des conditions d'environnement naturel plutôt défavorables, à développer résolument en une décennie son agriculture, ne serait-ce pas avant tout parce que les structures d'exploitation s'y prêtaient ?

Les jeunes agriculteurs et certains partis politiques qui prônent en France une agriculture égalitaire sur des structures inadaptées pourraient avec profit mesurer en Grande-Bretagne la prospérité générée non seulement pour elle-même, mais aussi pour les autres secteurs par une agriculture dynamique.

Comme l'a dit M. PISANI devant le Sénat en 1962 : "On ne peut pas, par respect monstrueux pour tout ce qui est petit, maintenir éternellement des gens en esclavage dans des structures qui ne pourront jamais les nourrir". A une époque où l'on s'oriente lentement mais résolument vers des prix agricoles qui prennent de plus en plus de retard par rapport à ceux des autres secteurs, quel leader paysan, quel homme politique aura le courage de dire à quel niveau commence et commencera l'esclavage aujourd'hui et dans 10 ans si l'on tient compte de l'évolution des prix ? Combien d'agriculteurs pourront encore vivre de leur métier dans 10 ans, en l'an 2000 dans la C.E.E. et en France ? Est-il normal de continuer à prétendre, même tacitement, comme en France, qu'un passage dans un lycée agricole est souvent à la place de son père. Quelle autre profession jouit d'un tel privilège ? Aucun médecin ne peut assurer que son fils sera médecin.

Le nombre possible de futurs agriculteurs est une donnée aussi importante que leur formation. Pour n'avoir pas osé fixer un chiffre, la France agricole sera de plus en plus malade, même si la maladie se voit moins que dans les autres secteurs. Les Britanniques eux, n'ont pas de problème structurel ou pas pour le moment : ils semblent avoir été si loin dans l'accroissement de leurs structures d'exploitation et le développement du salariat, que j'estime personnellement que le renouvellement des agriculteurs anglais est menacé. Un savant dosage est nécessaire entre démagogie et économie froide et désincarnée.

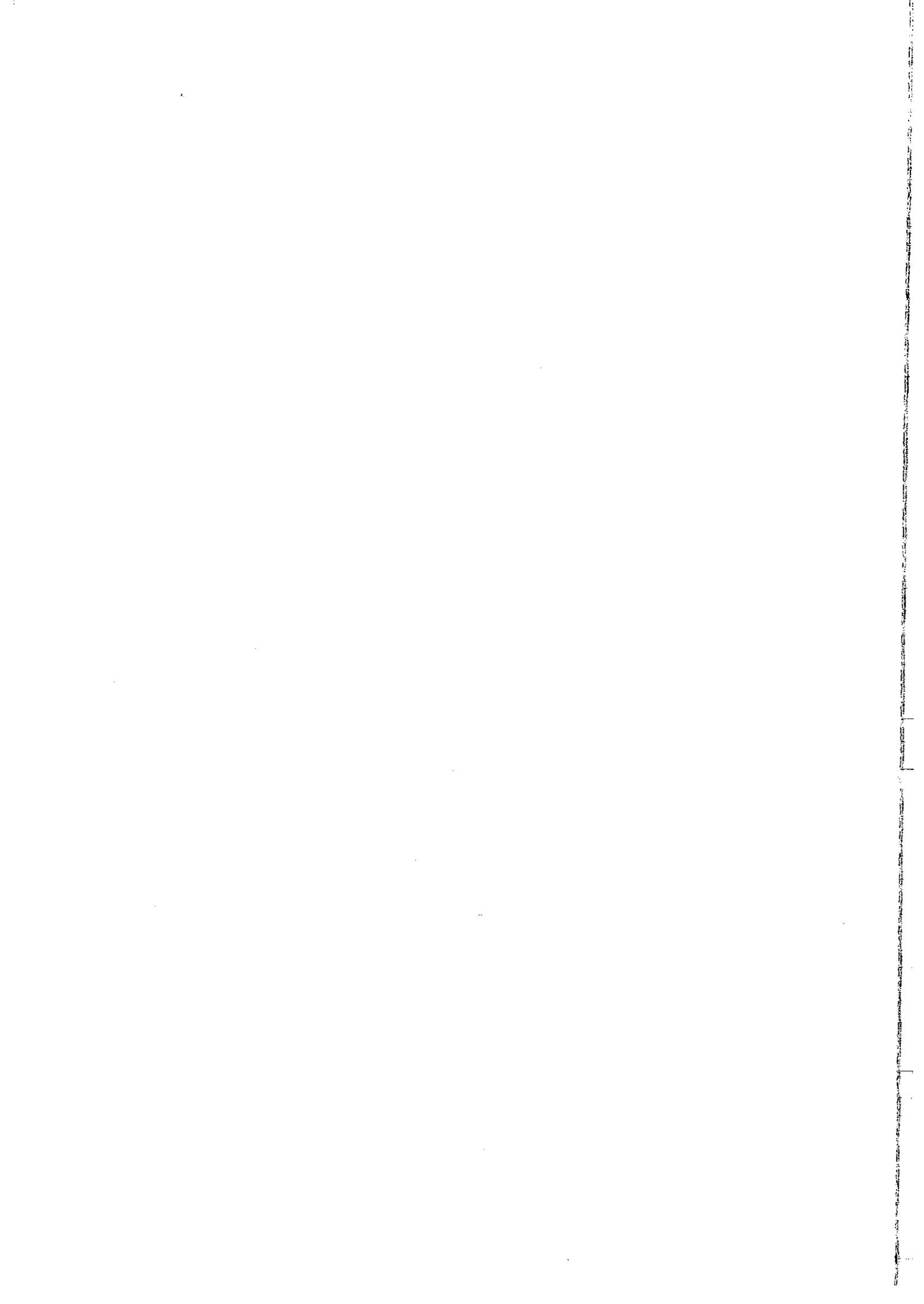
Dans le domaine technique, il y a de grandes réalisations des deux côtés de la Manche. Mais la plus grande liberté laissée à l'initiative privée est une garantie à terme d'une plus grande efficacité, ne serait-ce que grâce aux formules originales qu'elle suscite et dont on a parlé dans le cadre de ce rapport.

C'est vraisemblablement dans le domaine économique et financier que la France prend le plus de retard. Et citant une dernière fois Pierre LE ROY "Il faut avoir le courage de le reconnaître : nous sommes faibles par rapport à nos concurrents pour ce qui concerne certains équipements productifs et tragiquement faibles pour ce qui concerne la gestion, clés de l'avenir s'il en est" et un peu plus loin "Cela veut dire que les qualités de gestionnaire seront de plus en plus nécessaires pour réussir en agriculture, puisque les qualités techniques, si elles peuvent suffire à un salarié ne peuvent suffire à un chef d'entreprise qui se doit d'être aussi un gestionnaire".

Le Royaume-Uni a un enseignement agricole d'un bon niveau, mais avant toute chose, il dispose pour son agriculture d'un environnement intellectuel au niveau de l'information, de l'analyse économique et financière, de l'appui technique, financier et commercial qui me semble très stimulant. Il y a sûrement de nombreux excès en Grande-Bretagne du fait du grand libéralisme dans lequel s'apanouit son agriculture, mais les initiatives très variées qui ont pu germer dans un tel contexte ont permis à ce grand pays industriel de devenir également un grand pays agricole à moindres frais pour la communauté nationale.

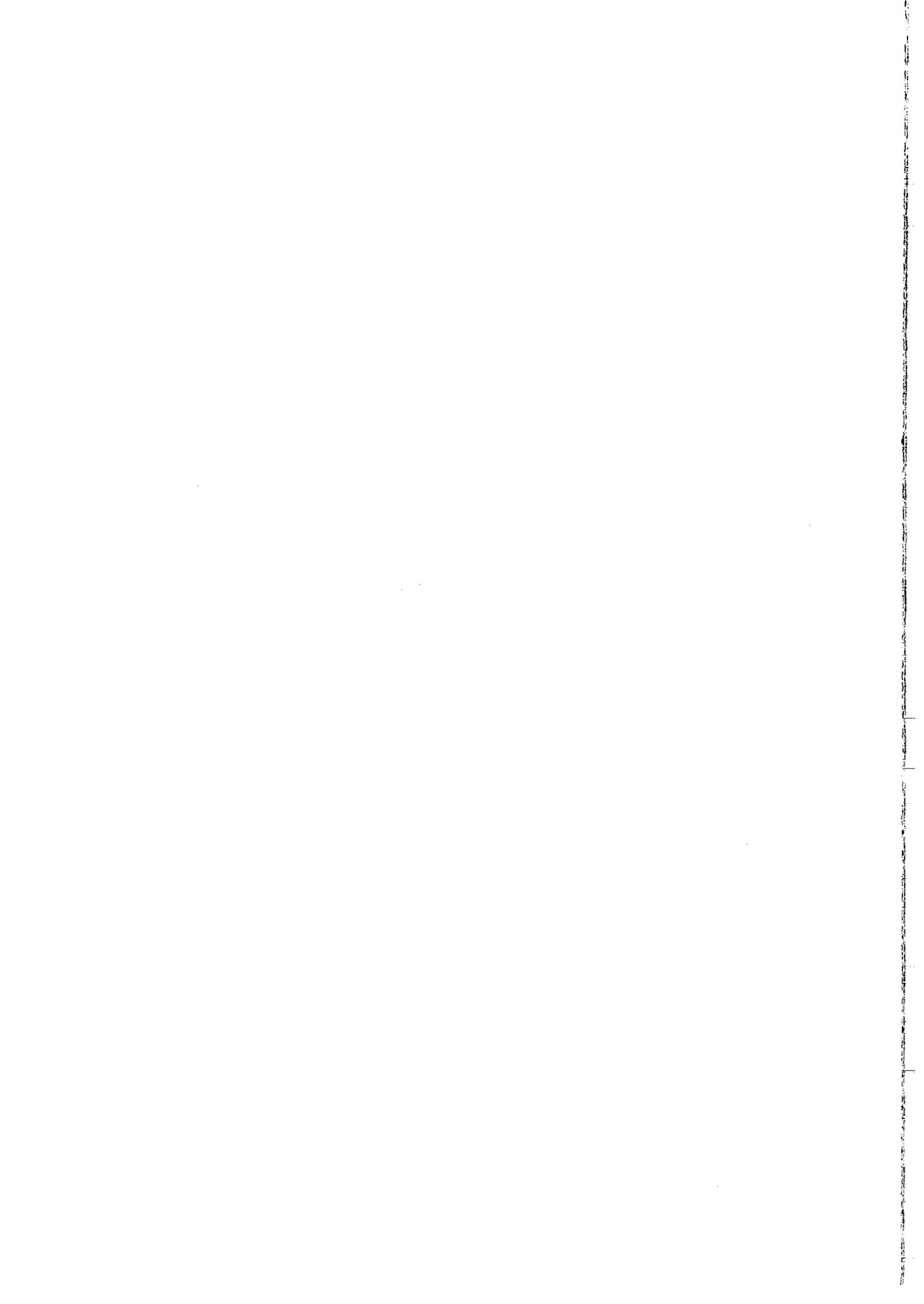
B I B L I O G R A P H I E

- L'agriculture au Royaume-Uni - Central Office of Information - Londres 1980
- The Food War - David Curry, European Democratic Grant
- The Triumph and the Shame - Richard Body - 1983
- Annual Review of Agriculture - 1983. London, Her Majesty Stationery Office
- Agriculture into the 1980s. Land use Agriculture EDC - 1977
- Agriculture into the 1980s, The impact of taxation - Agriculture EDC - 1977
- Report of the Committee of inquiry into the acquisition and occupancy of agricultural Land - Chairman : The Rt. Hon. Lord Northfield - July 1979
- L'aventure agricole de la France - Jean Chombart de Lauve, PUF 1979
- Le problème agricole français - Pierre Le Roy - Economica - 1982



ABREVIATIONS UTILISEES

ADAS	Agricultural Development Advisory Service
ARC	Conseil Supérieur de la Recherche Agronomique
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
CEE	Communauté Economique Européenne
CETA	Centre d'Etude Technique Agricole
DDA	Direction Départementale de l'Agriculture
FNSEA	Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
INRA	Institut National de la Recherche Agronomique
ITB	Institut Technique de la Betterave
ITCF	Institut Technique des Céréales et Fourrages
NFU	National Farmers' Union
PAC	Politique Agricole Commune
SAU	Surface Agricole Utile
SIMA	Salon International de la Machine Agricole
SMI	Surface Minima d'Installation
SUAD	Service d'Utilité Agricole et de Développement



Organismes agricoles du Royaume-Uni

Départements ministériels

Ministry of Agriculture, Fisheries and Food, Whitehall Place, Londres SW1A 2HH.

Welsh Office Agriculture Department. Policy Division: Pearl Assurance House, Greyfriars Road, Cardiff CF1 3JL. Commodity Divisions: Plas Crug, Aberystwyth, Dyfed SY23 1NG.

Department of Agriculture and Fisheries for Scotland, Chesser House, 500 Gorgie Road, Edimbourg EH11 3AW.

Northern Ireland Department of Agriculture, Dundonald House, Upper Newtownards Road, Belfast BT4 3SB.

Administration du système de soutien agricole de la Communauté européenne

Intervention Board for Agricultural Produce, Fountain House, 2 West Mall, Reading, Berkshire RG1 7QW.

Organisme responsable de la sylviculture pour l'Angleterre, l'Ecosse et le pays de Galles

Forestry Commission, 231 Corstorphine Road, Edimbourg EH12 7AT.

Offices de commercialisation des produits

Hops Marketing Board, 61 Maidstone Road, Paddock Wood, Tonbridge, Kent TN12 6BY.

Milk Marketing Board, Giggs Hill Green, Thames Ditton, Surrey KT7 0EL.

Scottish Milk Marketing Board, Underwood Road, Paisley, Renfrewshire PA3 1TJ.

Milk Marketing Board for Northern Ireland, 456 Antrim Road, Belfast BT15 5GD.

Pigs Marketing Board (Northern Ireland), Newforge Lane, Maione, Belfast BT9 5NX.

Potato Marketing Board, 50 Hans Crescent, Londres SW1X 0NB.

Seed Potato Marketing Board for Northern Ireland, Bulloch House, 2 Linenhall Street, Belfast BT2 8HA.

British Wool Marketing Board, Oak Mills, Station Road, Clayton, Bradford, West Yorkshire BD14 6ID.

Organisations centrales des coopératives

Central Council for Agricultural and Horticultural Co-operation, Market Towers, New Covent Garden Market, Londres SW8 5NQ.

Federation of Agricultural Co-operatives (UK) Ltd, Agriculture House, Knightsbridge, Londres SW1X 7NJ.

ACMS Ltd, Agriculture House, Knightsbridge, Londres SW1X 7NJ.

Scottish Agricultural Organisation Society Ltd, Claremont House, 18-19 Claremont Crescent, Edimbourg EH7 4JW.

Welsh Agricultural Organisation Society, PO Box 8, Brynawel, Great Darkgate Street, Aberystwyth, Dyfed SY23 1DR.

Ulster Agricultural Organisation Society, Ulster Bank House, 21A High Street, Portadown, Co Armagh BT62 1HU.

Plunkett Foundation for Co-operative Studies¹, 31 St Giles, Oxford OX1 3LF.

Syndicats d'exploitants et de travailleurs agricoles

National Farmers' Union of England and Wales, Agricultural House, Knightsbridge, Londres SW1X 7NJ.

Farmers' Union of Wales, Llŷs Amaeth, Queen's Square, Aberystwyth, Dyfed SY23 2EA.

National Farmers' Union of Scotland, 17 Grosvenor Crescent, Edimbourg EH12 5EN.

Ulster Farmers' Union, 475 Antrim Road, Belfast BT15 3DA.

National Union of Agricultural and Allied Workers, Headland House, 308 Gray's Inn Road, Londres WC1X 8DS.

Transport and General Workers Union, Transport House, Smith Square, Londres SW1P 3JB.

Organisations de jeunes agriculteurs

National Federation of Young Farmers' Clubs, YFC Centre, National Agricultural Centre, Kenilworth, Warwickshire CV8 2LG.

Scottish Association of Young Farmers' Clubs, Young Farmers Centre, Ingliston, Newbridge, Midlothian EH28 8NE.

Young Farmers' Clubs of Ulster, 475-477 Antrim Road, Belfast BT15 3BD.

Associations d'élevage

British Horse Society, National Equestrian Centre, Stoneleigh, Kenilworth, Warwickshire CV8 2LR.

National Cattle Breeders' Association, Nr Tring, Hertfordshire HP23 9LN.

National Sheep Association, Nr Tring, Hertfordshire HP23 9LN.

National Pig Breeders' Association, 7 Rickmansworth Road, Watford, Hertfordshire WD1 7HE.

Poultry Club (y compris la British Bantam Association), 'Virginia Cottage', 6 Cambridge Road, Walton-on-Thames, Surrey KT12 2PD.

Associations de propriétaires de bois

Timber Growers Organisation Ltd, Ayrshire Cattle Society's Pavilion, Royal Show Ground, Stoneleigh, Kenilworth, Warwickshire CV8 2LG.

Scottish Woodland Owners' Association Ltd, 6 Chester Street, Edimbourg EH3 7RD.

Sociétés forestières

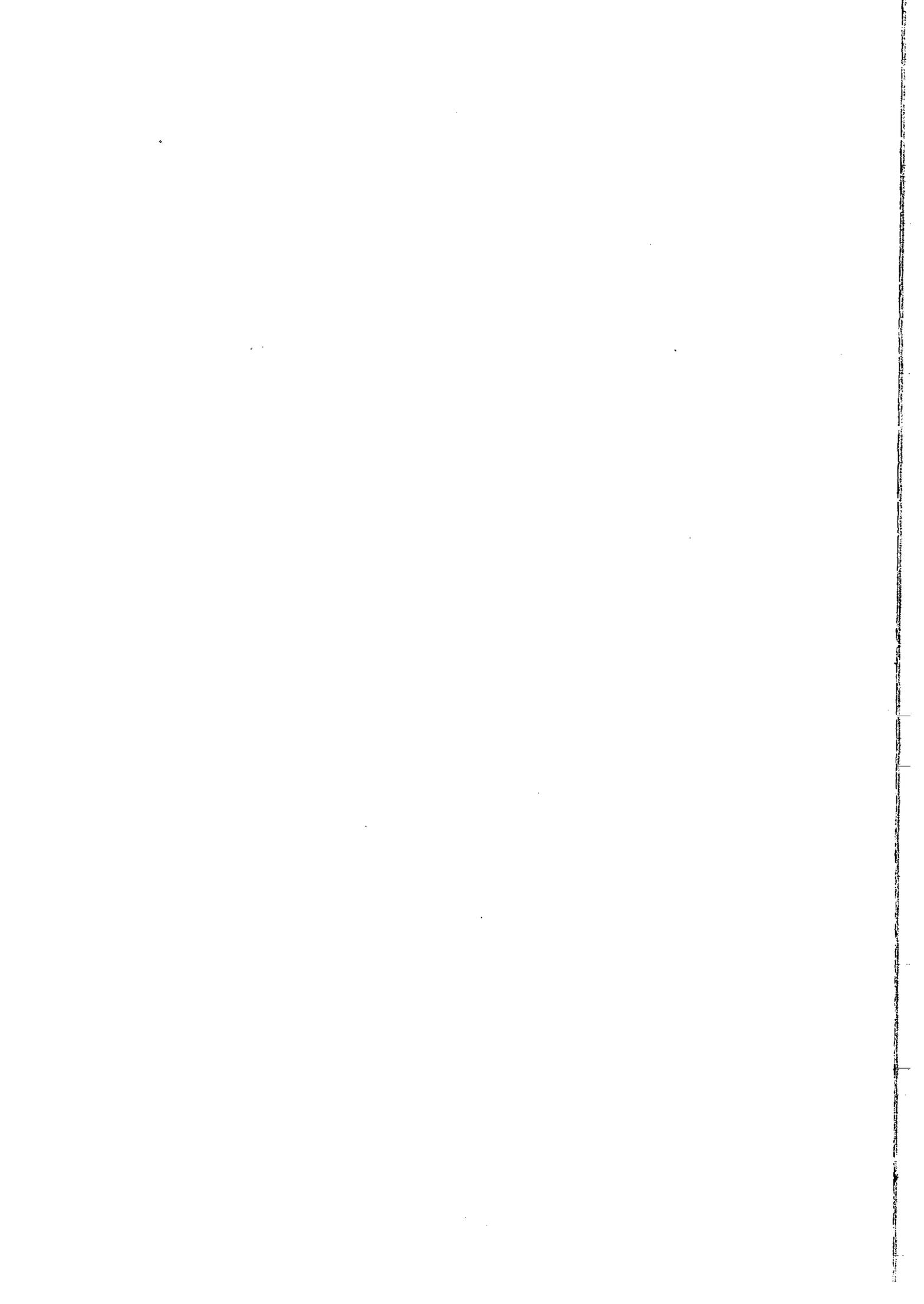
Association of Professional Foresters, Brokerswood House, Brokerswood, Nr Westbury, Wiltshire BA13 4EH.

¹ Le Plunkett Foundation s'occupe de coopération à la fois dans l'agriculture et dans l'industrie.

Institute of Foresters of Great Britain, 7 Rutland Square, Edimbourg EH1 2AU.
Royal Forestry Society of England, Wales and Northern Ireland, 102 High Street,
Tring, Hertfordshire HP23 4AH.
Royal Scottish Forestry Society, 18 Abercromby Place, Edimbourg EH3 6LB.

Autres organisations

(Pour les organisations de recherche et de développement, voir pp. 57-8.)
Agricultural Engineers Association, 6 Buckingham Gate, Londres SW1E 6JU.
Agricultural Research Council, 160 Great Portland Street, Londres W1N 6DT.
Agricultural Training Board, Bourne House, 32-34 Beckenham Road, Beckenham,
Kent BR3 4PB.
British Agricultural Council, Agriculture House, Knightsbridge, Londres SW1X 7NJ.
British Agricultural Export Council, 35 Belgrave Square, Londres SW1X 8QN.
British Farm Produce Council, Agriculture House, Knightsbridge, Londres SW1X 7NJ.
British Food Export Council, Europe House, World Trade Centre, East Smithfield,
Londres E1 9AA.
Country Landowners' Association, 16 Belgrave Square, Londres SW1X 8PQ.
Eggs Authority, Union House, Eridge Road, Tunbridge Wells, Kent TN4 8HF.
Farm Buildings Information Centre, National Agricultural Centre, Stoneleigh,
Kenilworth, Warwickshire CV8 2LG.
Home-Grown Cereals Authority, Hamlyn House, Highgate Hill, Londres N19 5PR.
Meat and Livestock Commission, PO Box 44, Queensway House, Bletchley, Milton
Keynes MK2 2EF.
Royal Agricultural Society of England, National Agricultural Centre, Stoneleigh,
Kenilworth, Warwickshire CV8 2LG.
Royal Highland and Agricultural Society of Scotland, Ingliston, Newbridge,
Midlothian EH28 8NF.
Royal Horticultural Society, 80 Vincent Square, Londres SW1P 2PE.
Royal Ulster Agricultural Society, Show Grounds, Balmoral, Belfast BT9 6GW.
Royal Welsh Agricultural Society, Llanelwedd Hall, Bulth Wells, Powys LD2 3SY.
Scottish Landowners' Federation, 18 Abercromby Place, Edimbourg EH3 6TY.



Etablissements de recherche et de développement agricoles

Instituts et centres du Service de la recherche agricole¹

Instituts dépendant du Conseil de la recherche agricole

Animal Breeding Research Organisation, King's Buildings, West Mains Road, Edimbourg EH9 3JQ.

Institute for Research on Animal Diseases, Compton, Newbury, Berkshire RG16 0NN.

Institute of Animal Physiology, Babraham, Cambridge CB2 4AT.

Food Research Institute, Colney Lane, Norwich NR4 7UA.

— Letcombe Laboratory, Letcombe Regis, Wantage, Oxfordshire OX12 9JT.

Meat Research Institute, Langford, Bristol BS18 7DY.

Poultry Research Centre, King's Buildings, West Mains Road, Edimbourg EH9 3JS.

~ Weed Research Organization, Begbroke Hill, Yarnton, Oxford OX5 1PF.

Centres dépendant du Conseil de la recherche agricole

Unit of Animal Genetics, Institute of Animal Genetics, University of Edinburgh, King's Buildings, West Mains Road, Edimbourg EH9 3JN.

Unit of Invertebrate Chemistry and Physiology. Main Group: University of Sussex, Falmer, Brighton BN1 9RQ. Sub-Group (principalement physiologie des insectes): Department of Zoology, University of Cambridge, Downing Street, Cambridge CB3 3EJ.

Unit of Muscle Mechanisms and Insect Physiology, Department of Zoology, University of Oxford, South Parks Road, Oxford OX1 3PS.

Unit of Nitrogen Fixation, School of Molecular Sciences, University of Sussex, Falmer, Brighton BN1 9QJ.

Unit of Statistics, University of Edinburgh, James Clerk Maxwell Building, King's Buildings, Mayfield Road, Edimbourg EH9 3JZ.

Statistics Group, University of Cambridge, Department of Applied Biology, Pembroke Street, Cambridge CB2 3DX.

Instituts de recherche agricole anglais et gallois subventionnés par l'Etat

Animal Virus Research Institute, Pirbright, Woking, Surrey GU24 0NF.

East Malling Research Station, East Malling, Maidstone, Kent ME19 6BJ.

Glasshouse Crops Research Institute, Worthing Road, Rustington, Littlehampton, West Sussex BN16 3PU.

Grassland Research Institute, Hurley, Maidenhead, Berkshire SL6 5LR.

¹ L'appellation « Service de la recherche agricole » n'est pas un titre officiel, elle désigne les instituts et centres dépendant financièrement du Conseil de la recherche agricole.

Houghton Poultry Research Station, Houghton, Huntingdon, Cambridgeshire PE17 2DA.

John Innes Institute, Colney Lane, Norwich NR4 7UH.

Long Ashton Research Station, Long Ashton, Bristol BS18 9AF.

National Institute of Agricultural Engineering, Wrest Park, Silsoe, Bedford MK45 4HS.

National Institute for Research in Dairying, Shinfield, Reading, Berkshire RG2 9AT.

National Vegetable Research Station, Wellesbourne, Warwick CV35 9EF.

Plant Breeding Institute, Maris Lane, Trumpington, Cambridge CB2 2LQ.

Rothamsted Experimental Station, Harpenden, Hertfordshire AL5 2JQ.

Welsh Plant Breeding Station, Plas Gogerddan, Aberystwyth, Dyfed SY23 3EB.

Wye College Department of Hop Research, Ashford, Kent TN25 5AH.

Instituts de recherche agricole écossais subventionnés par l'Etat

Animal Diseases Research Association, Moredun Institute, 408 Gilmerton Road, Edimbourg EH17 7JH.

Hannah Research Institute, Kirkhill, Ayr KA6 5HL.

Hill Farming Research Organisation, Bush Estate, Penicuik, Midlothian EH26 0PH.

Macaulay Institute for Soil Research, Craigiebuckler, Aberdeen AB9 2QJ.

Rowett Research Institute, Bucksburn, Aberdeen AB2 9SB.

Scottish Horticultural Research Institute, Myinefield, Invergowrie, Dundee DD2 5DA¹.

Scottish Institute of Agricultural Engineering, Bush Estate, Penicuik, Midlothian EH26 0PH.

Scottish Plant Breeding Station, Pentlandsfield, Roslin, Midlothian EH25 9RF¹.

Etablissements de recherche et de développement agricoles dépendant du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, et du ministère des Affaires galloises

1. Agricultural Development and Advisory Service

(Pour le détail des travaux effectués dans ces établissements, y compris la recherche et le développement, voir pp. 41-9).

Central Veterinary Laboratory,
New Haw, Weybridge,
Surrey KT15 3NB.

Veterinary Laboratory,
Kevock Road, Lasswade,
Midlothian EH18 1HU.

Slough Laboratory,
London Road, Slough,
Berkshire SL3 7HJ.

Tolworth Laboratory,
Government Buildings,
Hook Rise South, Tolworth,
Surrey KT6 7NF.

¹ La Scottish Plant Breeding Station et le Scottish Horticultural Research Institute doivent fusionner; l'opération se fera au cours de plusieurs années.

Cattle Breeding Centre,
Shinfield, Reading,
Berkshire RG2 9BZ.

Worplesdon Laboratory,
Tangley Place, Worplesdon,
Guildford, Surrey GU8 3LQ.

Harpden Laboratory,
Hatching Green, Harpenden,
Hertfordshire AL5 2BD.

2. Field Drainage Experimental Unit

(Recherche appliquée sur les nouvelles techniques de drainage et le nouveau matériel utilisé)

Anstey Hall, Trumpington,
Cambridge CB2 2LF.

3. Jardins botaniques royaux

	Superficie (en hectares)	Hauteur annuelle des pluies (en mm)	Altitude (en m)
Royal Botanic Gardens, Kew, Surrey TW9 3AB	125	704	5,5
Royal Botanic Gardens, Wakehurst Place, Ardingly, Sussex	202	820	40

Ces jardins sont ouverts au public.

4. Exploitations agricoles expérimentales

Nom de l'exploitation	Principaux types de sols et de formations sous-jacentes	Superficie (en hectares)	Hauteur annuelle des pluies (en mm)	Altitude (en m)
Arthur Rickwood EHF, Mepal, Ely, Cambridgeshire CB6 2AB	Tourbes alcalines et terreau tourbeux sur argile ou sable marécageux	74,6	559	-1,5
Boxworth EHF, Boxworth, Cambridgeshire CB3 8NN	Argiles calcaires sur argile à blocs crayeuse	345,6	559	58
Bridgets EHF, Martyr Worthy, Winchester, Hampshire SQ21 1AP	Terrain limoneux calcaire sur craie	425,5	807	91
Drayton EHF, Alcester Road, Stratford-upon-Avon, Warwickshire CV37 9RG	Argile calcaire sur argiles du lias inférieur	190,5	610	61
Gleadthorpe EHF, Welbeck Colliery Village, Mansfield, Nottinghamshire NG20 9PF	Sables limoneux sur grès bigarré	199,4	610	60

Nom de l'exploitation	Principaux types de sols et de formations sous-jacentes	Superficie (en hectares)	Hauteur annuelle des pluies (en mm)	Altitude (en m)
Great House EHF, Helmshore, Rossendale, Lancashire BB4 4AJ	Terre grasse argileuse sur argile à blocs carbonifère	153,4	1.524	213-366
High Mowthorpe EHF, Duggleby, Malton, North Yorkshire YO17 8BW	Limons crayeux sur craie	437,4	754	120-195
Liscombe EHF, Dulverton, Somerset TA22 9PZ	Terrain limoneux sur schistes et grès dévoniens	200,4	1.524	244-381
Pwllpeiran EHF, Cwmystwyth, Aberystwyth, Dyfed SY23 4AB	Terrain limoneux à tourbe grasse sur schistes siluriens	1.108,4	1.727	229-625
Redesdale EHF, Rochester, Otterburn, Newcastle upon Tyne NE19 1SB	Gley ¹ , gley tourbeux et tourbe moraine, sur gîte houiller inférieur	1.542,5	762-890	160-378
Rosemaund EHF, Preston Wynne, Hereford HR1 3PG	Limon argileux sur grès rouge ancien	176,5	711	84
Terrington EHF, Terrington St Clement, King's Lynn, Norfolk PE34 4PW	Limons sur alluvions d'estuaire	120,6	559	2,4
Trawscoed EHF, Trawscoed, Aberystwyth, Dyfed SY23 4HT	Limons sur schistes siluriens	327	1.199	61-294

5. Stations horticoles expérimentales

Adresse	Spécialité	Hectares	Hauteur annuelle des pluies (en mm)	Altitude (en m)
Efford EHS, Lymington, Hampshire SO4 0LZ	Cultures en serres, plantes de pépinière, fruits et légumes	142	779	6-18
Fairfield EHS, Kirkham, Preston, Lancashire PR4 3HH	Légumes et fleurs en serres de verre ou de plastique, plantes en pot et champignons	8,4	965	24

¹ Le gley est un certain type de terre détrempée.

Adresse	Spécialité	Hectares	Hauteur annuelle des pluies (en mm)	Altitude (en m)
Kirton EHS, Kirton, Boston, Lincolnshire PE20 1EJ	Oignons à fleurs, fraisiers et légumes	42,3	559	4
Lee Valley EHS Hoddesdon, Hertfordshire EN11 9AQ	Construction et utilisation de serres en plastique, champignons	9,8	648	41
Luddington EHS, Stratford-upon-Avon, Warwickshire CV37 9SJ	Fruits, légumes, cultures en serres, plantes de pépinière, irrigation	92,3	610	34-58
National Fruit Trials, Brogdale Farm, Faversham, Kent ME13 8XZ	Pommes, poires et petits fruits, essais de variété et de production	80	622	43-61
Rosewarne EHS, Camborne, Cornouailles TR14 0AB	Plantes à bulbes et autres fleurs, primeurs, fraisiers, cultures protégées	53	1.092	43-79
Isles of Scilly Sub-Station, St Mary's, Iles Sorlingues TR21 0NS	Plantes à bulbes, pommes de terre hâtives	1,3	838	34-37
Stockbridge House EHS, Cawood, Selby, North Yorkshire YO8 0TZ	Légumes, produits de serre, rhubarbe, petits fruits	62	610	8

Divisions de recherche du département de l'Agriculture d'Irlande du Nord

Entomologie agricole	} Agricultural and Food Science Centre, Newforge Lane, Belfast.
Chimie agricole et alimentaire (y compris la nutrition chimique et la nutrition animale)	
Bactériologie agricole et alimentaire	
Botanique (y compris la sélection végétale)	

Pathologie végétale

Veterinary Research, Stormont, Belfast.

Crop and Animal Husbandry Large Park, Hillsborough, Co Down BT26 6DR.

Biometrics, Castle Grounds, Stormont, Belfast.

Economics and Statistics, Dundonald House, Upper Newtownards Road, Belfast.

Autres établissements de recherche d'Irlande du Nord

Agricultural Research Institute of Northern Ireland, Research Station, Large Park,
Hillsborough, Co Down BT26 6DR.

Freshwater Biological Investigation Unit, Greenmount Road, Muckamore, Co
Antrim BT41 4PX.

Grassland Research Centre, Castle Archdale, Co Fermanagh.

Horticultural Research Centre, Loughall, Co Armagh.

Autres établissements de recherche et de développement

Harper Adams Agricultural College (Incorporating National Institute of Poultry
Husbandry), Newport, Salop TF10 8NB.

National Institute of Agricultural Botany, Huntingdon Road, Cambridge CB3 0LE.

National Seed Development Organisation Ltd, Newton Hall, Newton, Cambridge
CB2 5PS.

Norfolk Agricultural Station, The Old Rectory, Deopham Road, Morley St Botolph,
Wymondham, Norfolk NR18 9DB.

University of Oxford Institute of Agricultural Economics, Dartington House, Little
Clarendon Street, Oxford OX1 2HP.